DÉFENSE DE L'OCCIDENT

Directeur :

Maurice BARDÈCHE

ans ce numéro :

Pour ou contre la C. E. D.

•

La victoire de Franco

•

Kibya, Oradour arabe

•

Le Maroc et l'Europe

•

La question de la Sarre

MMAIRE COMPLET EN DERNIERE PAGE DE NOTRE COUVERTURE

8 Novembre 1953 Prix : 100 frs

DEFENSE DE L'OCCIDENT

28, rue Serpente, PARIS (6e)

*

COMITE DE SOUTIEN

Jean-Louis Tixier-Vignancour, L.-M. Poulain, Maurice Gaït, Odette Moreau, Maurice Bardèche, Michel Trécourt, Gérard Fontenay, Philip de Lus, Henri Bonifacio, Louis Teissier, R. Malliavin, Jean Lesieur, Roland Mancho.

A NOS ABONNES

Pour des raisons pratiques, il nous est devenu très difficile d'assurer à nos abonnés l'expédition de trois exemplaires, comme nous l'avions annoncé au début de la parution de *Défense de l'Occident*, lorsque nos numéros ne comportaient que 32 pages.

Nous demandons à nos abonnés de bien vouloir nous excuser si, à partir du présent numéro, nous ne leur faisons que le service d'un seul exemplaire par abonné.

Nous demandons à ceux de nos abonnés qui tiendraient à recevoir les trois exemplaires qui leur ont été annoncés, de bien vouloir nous écrire pour le spécifier, de manière que nous puissions tenir compte de leur réclamation, et leur continuer ce service, autant que possible, comme par le passé.

Les idées et les faits

POUR OU CONTRE LA C. E. D.

Un clown du temps de Louis-Philippe fut autrefois très célèbre pour avoir su donner à son chapeau une infinité de formes toujours nouvelles qui réjouissaient infiniment le public. C'est ce qui est en train d'arriver à nos pionniers d'un nouveau Front populaire, avec cette différence que leur ingéniosité ne fait pas particulièrement la joie de la galerie.

Le projet de Front populaire, sentant un peu trop le fagot, est aujourd'hui un avant-poste abandonné aux éléments légers de « l'Observateur » qui se déploient en tirailleurs sur cette position avancée dans l'indifférence générale. Les gens sérieux se sont repliés sur une ligne de soutien baptisée Front Démocratique et Social, terrain plus facile à tenir et riche en portefeuilles. Mais cette ligne de soutien est déjà menacée. Alors les gens très sérieux se sont repliés sur une ligne de défense, pour l'instant assez bien camouflée, et comportant toutes sortes de ramifications, de casemates, de rocades et de liaisons très intéressantes, qu'on appelle déjà ligne du travaillisme français.

Etudions en stratège ces positions de départ sur lesquelles se déroulera la future grande bataille politique, celle qui se jouera en janvier, après l'élection présidentielle, sur la communauté européenne.

Un mot d'abord en manière de préface. Cette bataille sera décisive. Ce n'est pas de telle ou telle conception de l'armée européenne qu'il s'agit, mais de savoir si, oui ou non, il y aura une communauté européenne. Si l'armée européenne est repoussée, c'est tout le projet de communauté européenne qui s'écroule : nous revenons en 1939, et nous reverrons le temps des alliances, des intrigues et l'impuissante et grotesque S.D.N. Il suffira pour s'en convaincre d'examiner la puissance des moyens mis en jeu. Le parti communiste mène une partie capitale, à laquelle il a sacrifié l'agitation ouvrière d'hiver, les grèves prévues pour octobre, enfin tout son travail de désorganisation et de mine intérieur mis en sourdine. Il tend la main à tout le monde, y compris à l'extrême droite, y compris aux anciens « fascistes », qui voudront bien l'aider à faire son travail. Il bat le rappel de toutes ses forces psychologiques et sentimentales. Ses affiches reprennent les

thèmes connus, le soldat allemand, le S.S., la Gestapo, les camps de concentration. Il dépense des centaines de millions et s'appuie très habilement sur tous les éléments de désintégration qu'une propagande aveugle et stupide a préparés depuis sept ans à son intention, sur la haine, sur l'anti-germanisme hystérique, sur le bourrage de crâne. Décidé à tout mettre en action pour que l'impérialisme soviétique ne trouve pas devant lui la puissante barrière européenne, les communistes ont engagé toutes leurs ressources dans cette bataille dont ils savent que l'issue domine toute notre vie politique dans les dix ans à venir. L'industrie lourde ne fait pas moins, Pour des raisons beaucoup plus obscures, mais qui tiennent certainement plus au maintien de ses bénéfices qu'à l'intérêt de ses ouvriers, l'industrie lourde ne veut pas entendre parler de communauté européenne. Elle est résolue à prendre sa revanche sur le plan Schuman (contre lequel, écho singulier, les protestations ne sont pas moins vives de la part des industriels allemands que de la part des industriels français) et à démolir le plan Schuman adopté malgré elle en détruisant l'avenir de la communauté européenne tout entière par le rejet du traité de la C.E.D. Pour obtenir ce résultat, l'industrie lourde ne dépense pas moins d'argent que le parti communiste. Tout ce qui est vénal est généreusement irrigué. Tout ce qui est influençable est consciencieusement influencé. Il n'y a jamais eu tant de profit à avoir une conscience scrupuleuse qui ne se décide qu'après une longue argumentation ou un patriotisme intransigeant mais un peu nécessiteux.

L'ampleur de l'opération montre bien pourquoi il a fallu abandonner le retour pur et simple au Front populaire proprement dit. Il y a trop de gens dans la course, et surtout des gens trop éloignés les uns des autres. Un article récent de Sirius dans « Le Monde » énumérait les puissances diverses qui se sentaient menacées par les discours autoritaires du « sudiste », Martinaud-Deplat. Cette énumération édifiante allait du Comte de Paris aux progressistes en passant par le R.P.F. et le digne « président » Herriot, gamme très étendue à laquelle l'auteur, prudent, omettait d'ajouter le parti communiste et « l'Action Française » qui ne sont pas les moins bruyants. Il est bien évident qu'on ne peut pas faire avaler à tout ce monde le brouet du Front populaire.

•

Les gens sérieux ont donc pensé à une présentation un peu plus diplomatique de l'affaire. Apercevant l'impossibilité de réserver une place au parti communiste dans la combinaison, et, d'autre part, peu soucieux d'y voir adhérer « l'Action française », ils ont imaginé ce Front Démocratique et Social, formation d'un antifascisme mitigé. On se contentait de la « neutralité » du parti communiste, neutralité dont tout le monde comprend le sens, et on équilibrait la nouvelle alliance sur des radicaux de tendance « démocratique », dont le leader pourrait être, suivant les circonstances, Mendès-France ou Herriot. Cette formule a l'appui des éléments juifs du parti socialiste. Elle comporterait l'abandon de toute idée de communauté européenne, une capitulation camouflée en Indochine, et un système d'alliance avec les Etats du bloc soviétique pour servir de contrepoids à un prétendu bloc fasciste comprenant essentiellement l'Allemagne et les Etats-Unis. C'est la fameuse « politique de rechange » dont il est si souvent question en termes voilés dans les discours dominicaux. Aux yeux de tous les hommes dont l'intérêt personnel est engagé dans les spoliations de 1945, elle offre l'avantage considérable de « refaire l'unité de la résistance », et par conséquent, d'assurer les parties prenantes d'un maintien indéfini aux environs de l'assiette au beurre, dans un climat politique d'anti-germanisme qui permettrait de ressortir la notion de trahison à l'égard de toute opération de défense anti-soviétique.

*
* *

Les gens très sérieux ont cependant aperçu quelques inconvénients dans cette opération. Ces inconvénients sont d'abord économiques. Malgré les efforts déployés par Daniel Mayer dans son singulier voyage aux Etats-Unis (les modérés imbéciles qui l'ont laissé élire à la présidence de la Commission des Affaires étrangères, comprennent aujourd'hui seulement l'étendue de leur sottise), l'appel au secours du parti juif a peu de chance de convaincre l'administration actuelle. Ces inconvénients sont aussi politiques. Une moitié du parti socialiste échappe encore à l'influence juive, et la prise de position de Guy Mollet, secrétaire général du parti, pour l'armée européenne ne pouvait pas être sans répercussions sur tous ces calculs. Le parti socialiste est placé aujourd'hui de telle sorte qu'il peut prétendre avoir un rôle important dans toute combinaison à venir, qu'elle soit pour ou contre l'Europe. Si l'Europe est jetée par-dessus bord, il est au centre de la combinaison du Front populaire camouflé sous le nom de Front Démocratique et Social. Si l'idée européenne est acceptée, il peut aussi être un élément important d'une Europe socialiste ou plus exactement travailliste qui se présenterait comme l'alternative possible à une Europe cléricale et réactionnaire. D'où la grande idée d'Auriol, l'homme tenu en réserve, pour le cas où on ne parviendrait pas à le faire réélire à l'Elysée. Jouant, comme jadis Doumergue, le rôle brillant du sage de Tournefeuille, Auriol apparaîtrait en ange pacificateur, européen mais progressiste, homme de gauche mais rassurant, socialiste mais réaliste, avec un grand projet de Parti Travailliste fusionnant les socialistes, les radicaux, et une partie du R.P.F. L'objectif serait d'obtenir à long terme un système politique bi-partite de style anglais avec une alternance au pouvoir des travaillistes, sous la direction d'Auriol, et des conservateurs sous la direction de Pinay. Ce système de gouvernement a depuis longtemps la faveur d'un certain nombre de cervelles. Les élections allemandes ont illuminé lesdites cervelles d'un grand rayon de clarté. Pratiquement, le chancelier Adenauer a démontré qu'un aménagement de la loi électorale permettrait l'élimination de tout poste nouveau, et que l'Allemagne, si elle était convenablement gérée, pourrait parti nouveau, et que l'Allemagne, si elle était convenablement gérée, pourrait rêver d'un tel système pour l'ensemble de l'Europe, il n'y avait qu'un pas. Si quelqu'autre aménagement « ingénieux » de la loi électorale pouvant amener un résultat analogue en France, trois grands pays européens se seraient ainsi rapprochés de cet « idéal démocratique » dont le grand avantage est l'étouffement des partis intermédiaires et des opinions indisciplinées. Si de plus, des élections générales avaient lieu pour un Parlement européen, dans l'optique d'une loi électorale « ingénieusement » conçue, le même système bi-partite pourrait se retrouver à l'échelon européen et on en voit d'ici les perspectives : élimination des extrêmes, communistes au nationalistes, insuffisamment représentés en pourcentage sur le plan européen, rapprochement possible avec une Angleterre travailliste et, finalement, subtitution d'une Europe « travailliste et progressiste » à l'Europe « cléricale et réactionnaire », avec tout ce que cela comporte de facilités pour les banquiers internationaux, les crypto-communistes, les trafiquants marrons, les idéologues fumeux, enfin toute la cohorte habituelle des dominations socialistes.

*
* *

Quelles sont les conséquences à tirer de ce tableau peu séduisant ?

Le premier, c'est qu'il faut aller au plus pressé et d'abord ne pas faire le jeu de la conspiration communiste et soviétique. Pour faire l'Europe telle que nous la souhaitons, même si elle est différente de l'Europe qu'on nous propose, il faut d'abord ne pas laisser démolir le projet européen. Ne nous laissons donc

pas entraîner dans l'opération politique du « tout ou rien » et n'aidons pas les communistes à scier l'arbre sur lequel nous pouvons nous installer.

La seconde, c'est qu'il ne faut pas faire ni laisser faire n'importe quelle Europe sous la direction de n'importe qui, et ici ce sont les partis nationaux qu'il importe de convaincre : 1° d'être européens ; 2° de se souvenir dans leurs conceptions qu'ils sont des partis nationaux.

***

Le traité de la C.E.D. n'est pas bon, c'est entendu. Mais la fureur qu'il provoque chez tous les ennemis de l'Europe et du rapprochement franco-allemand, doit nous faire réfléchir. Il est peut-être moins mauvais qu'il n'en a l'air puisqu'il déchaîne une telle coalition.

Nous disons que l'Europe doit être fondée d'abord sur le rapprochement franco-allemand. Une communauté de défense, même imparfaite, n'est-elle pas l'incarnation même de ce rapprochement ? Quelle image plus complète, plus éloquente veut-on de ce rapprochement que des soldats allemands et des soldats français servant côte à côte dans la même armée, que des officiers allemands et des officiers français élaborent dans le même bureau des plans communs ? Même si la Communauté de Défense a des inconvénients sérieux, cette perspective qui assure une base raisonnable et durable à la vie de toute l'Europe occidentale, ne doit-elle pas nous faire réfléchir ? Quand, pour la première fois dans notre histoire nationale, on nous propose cette alliance de raison qui nous eût épargné des catastrophes si elle avait été ratifiée cinquante ans plus tôt, comment pouvons-nous nous prononcer contre elle ? Quiconque est partisan d'une réconciliation allemande, s'il a le droit de souhaiter des modifications même importantes au traité de la C.E.D., il lui est impossible, en tous cas, de ne pas être d'abord un partisan de la ratification.

On nous dit : « Comment ! c'est la disparition de l'armée française ». Ce n'est pas vrai. Cette objection est un sophisme, une malhonnêteté du raisonnement analogue aux malhonnêtés du raisonnement communiste. Que se passera-t-il au lendemain de la ratification ? Pratiquement ce qui se passe aujourd'hui. Nos divisions resteront où elles sont, nos troupes demeureront dans les mêmes casernes ou dans les mêmes cantonnements. Il n'y aura qu'une seule nouveauté. Une de nos divisions pourra être couplée pour un exercice de grandes manœuvres annuelles avec une division allemande, sous le commandement d'un Etat-Major combiné, pour une opération à effectuer soit en territoire français, soit en territoire belge, soit en territoire allemand, et éventuellement sur les trois à la fois. Est-ce là la disparition de l'armée française ? Si c'est cela, il y a bien longtemps que l'armée française n'existe plus, car toute armée de coalition, et cela était vrai dès 1917, accepte, en fait, un commandement combiné, et, en effet, il vaut mieux un Etat-Major combiné que de voir disparaître, comme cela nous est arrivé deux fois en deux guerres, les divisions anglaises chargées d'un secteur du front qu'elles décidaient tout d'un coup d'abandonner.

Comment se traduira donc cette disparition de l'armée française ? Nous ne pourrons plus, nous dit-on, disposer de nos troupes coloniales. C'est faux également. Un article des protocoles additionnels prévoit que nous pourrons faire un tel retrait pour les besoins de nos territoires d'outre-mer, sans autre démarche qu'une simple notification au Commissariat de la C.E.D. Nous pourrons donc toujours avoir à notre disposition propre une partie de notre « armée française », par un système aussi souple que celui qui permet à un particulier d'avoir une partie de sa fortune chez lui en la retirant simplement de son compte en banque.

Nous ne choisirons plus seuls nos généraux, ajoute-t-on : il faudra l'agrément du Commissariat. Mais, il y a déjà plusieurs années que le ministère de la Guerre

ne choisit plus seul nos généraux. Leurs nominations sont approuvées en Conseil des ministres par MM. Jules Moch, Daniel Mayer et consorts. L'approbation du Commissariat n'est peut-être pas une excellente idée, mais comme cette approbation doit se faire à l'unanimité, il est clair qu'elle sera la plupart du temps une simple formalité et qu'elle équivaut simplement à un droit de veto, selon moi fort regrettable, mais présentement plus gênant pour des postulants allemands que pour des postulants français.

La disparition de l'armée française est donc, en définitive, toute chimérique. Elle n'est qu'un slogan de polémique. On peut dire actuellement de l'indépendance de l'armée française, ce qu'on a déjà dit, avec raison, de l'indépendance de la politique française : en cas de guerre, l'armée d'une nation faible n'est jamais indépendante, elle est tributaire des secours qu'elle demande elle-même à une nation plus forte. L'armée française a déjà perdu, depuis longtemps, son indépendance opérationnelle réelle, puisqu'elle n'a pas la marine ni l'aviation correspondant aux grandes opérations modernes. Et en temps de paix, l'armée française, dans la mesure où toute armée prépare dès le temps de paix l'éventualité de son entrée en action en temps de guerre, n'est pas davantage une armée indépendante, car elle est liée dès ce moment par les plans et les préparatifs complémentaires de ses propres plans et de ses propres préparatifs. Nous n'avons, présentement, que l'ombre d'une armée française, comme nous n'avons que l'ombre d'une indépendance française, et nous ne recouvrerons l'autonomie de l'armée française qu'au sein de l'autonomie de l'armée européenne, de même que nous ne retrouverons l'indépendance française qu'au moyen de l'indépendance européenne. Là est notre avenir et non pas ailleurs.

***

C'est ici qu'on rencontre l'argument véritablement solide des adversaires de l'armée européenne : « Mais l'armée européenne sera placée sous le commandement supérieur d'un Etat-Major américain, elle ne sera donc, en fait, qu'un instrument de la politique américaine. » Dans l'état actuel du traité cet argument ne peut être repoussé, mais est-ce une raison suffisante pour rejeter le traité ?

Il faut prendre garde ici à ne pas mêler deux choses, qui ont été liées arbitrairement par les inventeurs du traité, mais qui ne sont pas liées, en fait, ni par nature, et qui sont, au contraire, très séparables : l'une est le traité de la Communauté de défense européenne, l'autre est le Pacte atlantique et l'organisation atlantique. La constitution d'une armée européenne ne nous oblige nullement à mettre cette armée européenne à la disposition d'un pool atlantique dirigé de Washington. Il peut être commode et même nécessaire, au point de vue stratégique, d'accepter, au moins temporairement, une telle solution. Mais il est certain aussi que le développement normal d'une armée européenne, et au-delà, celui d'une communauté européenne, doivent être un développement vers l'indépendance. L'Europe ne peut être indéfiniment un enfant tenu en lisière par le Pentagone. Elle ne peut être indéfiniment non plus un comptoir coûteux entretenu outre-atlantique par les contribuables américains. L'Europe, à mesure qu'elle aura davantage conscience de ses forces, la Communauté de défense européenne à mesure qu'elle aura confiance en sa production d'armements, en son matériel, en ses effectifs, ne peuvent tendre à un autre but qu'à la révision d'accords basés sur leur propre faiblesse. Cette révision sera d'autant plus nécessaire qu'elle sera la condition préalable à toute négociation avec la Russie pour recouvrer les territoires européens. Il est inévitable qu'une telle disposition se développe en Europe : c'est un avenir absolument certain sur lequel on peut parier à coup sûr, mais cet avenir n'est possible que si l'Europe se constitue, c'est-à-dire si la Communauté de Défense fonctionne.

C'est là un point que voient très mal les adversaires (nationaux) de la C.E.D. Ils souhaitent, comme nous, l'indépendance réelle de la France. Ils sentent comme nous que notre « indépendance » actuelle n'est qu'un mot. Mais ils refusent de voir les moyens de cette indépendance dans l'avenir. Ils disent, comme Churchill, et en prenant pour base la constatation que nous faisions tout à l'heure : « Dissocions l'armée européenne et le pacte atlantique. Laissons donc tomber l'armée européenne, elle ne nous intéresse pas, et sauvons le pacte atlantique qui est l'essentiel. » Ce raisonnement est très bon pour Churchill, qui ne se soucie pas de voir l'Angleterre en tête à tête avec un bloc européen et désormais incapable d'appliquer son fameux « diviser pour régner » et qui se contenterait fort bien d'une autre formule pour recruter sa chair à canons. Mais le même raisonnement est au moins singulièrement naïf pour des partis nationaux français. Car il fait de nous indéfiniment, au même titre que les Allemands, l'infanterie de la politique américaine. Et, en outre, il nous empêche de nous en dégager jamais, car ce que pourra faire une Communauté européenne puissante avec laquelle il faut compter, la France faible et isolée ne pourra jamais le faire et le pacte atlantique sera pour elle éternellement ce que fut le traité de Lord Methuen pour le Portugal qui fut enchaîné par cet accord, pendant cent cinquante ans, comme une barque au flanc du destin anglais. Cette belle politique est très exactement l'idée géniale de Gribouille : pour ne pas toucher à notre sacro-sainte indépendance par un accord européen, nous la sacrifions totalement dans une vaste symbiose atlantique, comme Gribouille, pour ne pas se mouiller les épaules sous la pluie préférait se jeter dans l'étang.

***

Un autre argument, également solide, contre la C.E.D. est celui-ci : « L'armée européenne nous lie à l'Allemagne qui a des revendications à faire valoir à l'Est : elle comporte donc un danger de guerre. » Mais là encore, le problème est mal posé. Ce qui crée le danger de guerre, c'est le partage de l'Europe accepté et même voulu par le malade mental Roosevelt. Il ne nous appartient pas de faire disparaître ce danger de guerre qui est là, qui est inscrit sur la carte, quel que soit le mécanisme de nos alliances. Il nous appartient seulement de trouver un jour une solution, une atmosphère raisonnable pour le faire disparaître. S'allier avec la Russie contre l'Allemagne alliée aux U.S.A., ou s'allier aux U.S.A. dans le cadre du pacte atlantique, indépendamment de l'Allemagne alliée également aux U.S.A., ou même rester seul et ne s'allier avec personne, cela ne fait pas disparaître ce danger de guerre : tout bien pesé, cela l'aggrave même. Car, ce danger de guerre, il est lié au pacte atlantique, il est lié à la division du monde en deux camps, il s'atténue si une troisième puissance arbitre surgit entre ces deux camps, il peut disparaître, nous le savons, si un jour, la politique atlantique cesse d'être la politique de l'Europe et se trouve remplacée par une politique indépendante européenne qui permettra de traiter avec la Russie. La solution soviétique de neutralisation de l'Allemagne est insuffisante, car elle crée au milieu de l'Europe un vide politique et militaire qui ne diminuera pas la tension mais qui multipliera les intrigues et d'où la guerre peut surgir un jour, comme elle peut surgir de l'annexion de fait de l'Europe orientale. Mais une Europe forte, jouant loyalement son rôle d'intermédiaire politique et commercial entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. n'est pas un vide politique, elle est une construction positive, une contribution positive à la paix et elle peut traiter pacifiquement avec la Russie le retour de ses territoires dans le cadre d'une politique d'indépendance.

Nous comprenons très bien que beaucoup de nationaux hésitent devant ce traité. Nous comprenons qu'ils le rejettent. Nous ne leur en voulons pas de le rejeter. Nous-mêmes nous ne le trouvons pas bon et nous ne l'acceptons qu'avec la pensée que la pratique l'amendera et que des conventions additionnelles pourront toujours modifier ce qu'il a de fâcheux. Nous remettons dans notre position ni passion ni violence. Nous n'y voulons que de la raison.

Nous ne voulons pas de l'Europe ténébreuse et affairiste de Strasbourg. Nous ne voulons pas de l'Europe des techniciens. Nous ne voulons pas de l'Europe des idéologues. Nous ne voulons pas d'une Europe qui serait le support d'un hémisphère dit « démocratique » contre un hémisphère qui ne le serait pas. Tout cela ne nous intéresse pas. Nous voulons une Europe pratique et claire, où l'on mette en commun pratiquement et clairement des forces qui sont d'abord les forces de nos nations. Nous voulons que tout cela se fasse sans arrière-pensées et sans manœuvres. Nous voulons que ce bloc de nos forces nationales soit bien à nous, que nous y soyons chez nous et que nous seuls puissions déterminer l'emploi qu'on fera de ces forces, et par conséquent la politique de l'Europe et l'économie de l'Europe. Nous voulons être maîtres chez nous dans cette Europe, comme nous devrions être maîtres chez nous dans nos nations. Et nous ne voulons pas que l'étranger commande, ni l'idéologue, ni le marchand.

Nous préférons assurément une coalition des armées nationales aux salmigondis compliqués qu'on nous prépare. Nous trouvons étrange aussi que la préoccupation principale des fondateurs de l'armée européenne soit de limiter la puissance de cette armée européenne par un système inextricable de coefficients et de contingentements. Nous trouvons stupide qu'il soit question de baptiser « Européens » des nègres illettrés du Moyen-Congo : nous pensons que l'Europe s'arrête à l'Europe, que nos colonies sont des colonies, c'est-à-dire des comptoirs, des dépendances qui nous appartiennent, à l'exploitation desquelles nous désirons associer les autres pays d'Europe, mais sous notre drapeau, en leur ouvrant ces terres comme un jardin utile à tous mais dont nous demeurons, nous, les propriétaires.

Mais nous pensons aussi que la réalité a ses lois qui sont plus fortes que tous les traités. Nous pensons que l'armée européenne deviendra finalement par son fonctionnement même une coalition de fait des armées nationales, parce qu'il ne peut pas en être autrement ; que nous reviendrons nous-mêmes sur les contingentements absurdes, si nous voulons que l'armée européenne existe réellement et que les méfiances d'un autre siècle se dissiperont peu à peu ; que l'Europe évoluera nécessairement vers son indépendance, parce que l'aspiration à l'autonomie est le développement spontané de tout organisme et qu'elle aura tendance, tout aussi nécessairement à séparer son destin de celui des Etats-Unis, simplement parce qu'elle aura conscience de sa force et de son existence.

Il y a, certes, un acte de foi à la base de tout cela. Mais, en dehors de cet acte de foi, qu'on veuille bien voir que nous n'avons aucun autre espoir. Si l'Europe ne se fait pas, ou si l'Europe s'étant faite reste dans la dépendance des Etats-Unis, nous ne pourrons être autre chose que les satellites d'une puissance mondiale que ses intérêts et ses frontières opposeront, un jour, fatalement à l'U.R.S.S. dans un conflit sanglant. Ne pas faire l'Europe est une politique d'autruche. Avec toutes les rodomontades qu'on voudra, ce refus est un réflexe féminin. Une nation peut rester blottie, dix ans, vingt ans, dans son coin, recevant les arrérages de sa petite pension américaine. Puis, un jour, les hommes se battent et, qu'elle le veuille ou non, elle est dans le coup. Ne jouons pas les petites rentières. Les nations qui veulent se faire elles-mêmes leur propre destin courent des risques tout comme les hommes. Notre risque à nous s'appelle Europe.

Maurice BARDECHE.

La victoire de Franco

Nous ne voulons offenser personne en écrivant que Franco est le seul homme politique ayant survécu aux événements de la Seconde Guerre Mondiale qui peut se vanter d'un grand succès historique, précisément parce qu'il a survécu en tant qu'homme politique et chef d'Etat.

« L'Espagne est sortie triomphante de la conspiration internationale qui voulait l'isoler et l'humilier — a déclaré le Caudillo — à l'occasion du 20[e] anniversaire de la fondation du Parti Phalangiste — mais quelques-uns de ceux qui nous étaient hostiles n'ont pas renoncé à la lutte. Nous devons être toujours vigilants et prêts. »

Pour l'antifascisme professionnel, la leçon donnée par l'Espagne de Franco est trop dure pour être commentée puisque, contrairement à tout ce que l'on pouvait penser, l'homme courtisé par la Démocratie américaine est toujours Franco. Cela traduit encore le fait que l'exil de l'Espagne était venu de Roosevelt et que Truman en avait consciencieusement hérité : L'Espagne fut soumise à un blocus. Qui sollicita ce blocus ?

L'Union Soviétique à Yalta et à Potsdam.

Comment ce blocus s'est-il terminé ? Par les paroles prononcées hier par Franco : « L'Espagne est passée du désastre national dans lequel elle était précipitée à la réalisation de ses rêves. »

Le procès intenté à l'Espagne de Franco de 1941 à aujourd'hui, est exactement semblable à celui auquel furent soumises des millions de personnes dans toute l'Europe. C'est l'habituel, l'attristant procès du « sale fasciste ». Le fasciste Franco eut ses Comités d'Epuration pendant qu'en Italie, par exemple, se trouvaient au pouvoir ceux qui avaient pris les armes contre la Phalange Espagnole, exactement l'Espagne dont parle aujourd'hui le Caudillo.

Tout est à refaire alors dans l'éducation des démocraties ?

Mais non. Les démocraties avaient gagné la guerre avec les communistes et la diplomatie soviétique avait hâte d'administrer le legs de Roosevelt.

Nonobstant la réputation de réalisme qu'on a faite aux Américains, il a fallu au Département d'Etat sept ans et vingt-six mois de négociations avant de s'allier à l'Espagne. Pourquoi ? Parce que la nation américaine était victime de sa propre propagande mêlée au poison puissant des boniments marxistes. Il fallut la menace stalinienne continue et précise pour ouvrir les bras américains à Franco. Il fallut l'explosion de la bombe à hydrogène en Russie pour que l'axe Washington-Bonn se renforce. Il faudra une nette trahison de Tito pour convaincre les Américains de nous laisser entrer à Trieste. Cela n'est pas du pragmatisme : c'est la démarche de l'éléphant, c'est vraiment le cas de le dire en parlant de l'un des deux grands partis américains.

Le succès de Franco ne réside cependant pas dans les circonstances que nous venons de citer, c'est-à-dire dans le fait qu'un beau jour le Maréchal Youkov cessa de plaire au Général Eisenhower.

Franco s'est présenté aux Comités d'Epuration en Espagnol et non en phalangiste, en résistant au blocus économique — car il y eut un blocus économique — en Espagnol conscient de représenter une civilisation résumant en elle-même toute la civilisation occidentale.

Que n'avons-nous pas entendu sur l'Espagne de Franco ces dernières années ? C'étaient les échos de son procès d'épuration qui continuait. Le malheur est que ceux qui pensaient comme Franco, mais n'étaient pas espagnols, tombaient face aux pelotons d'exécution, languissaient dans les prisons, ou étaient chassés de leurs emplois, tandis que tous ceux qui avaient le malheur de tomber dans les mains des Soviets subissaient le martyre.

Il ne s'agit donc pas d'une réhabilitation, mais d'une victoire de Franco. Franco a dû lutter contre la paresse et l'imbécilité d'un univers grisé par son triomphe et esclave du chantage communiste.

On a dit que Franco eut recours à toutes les ruses et à tous les subterfuges pour échapper aux représailles des vainqueurs de 1945. Quand même cela serait exact : Franco a dû poursuivre la lutte contre le communisme, lutte qu'il avait terminée victorieusement en 1939... Le monde était gouverné par d'anciens militants rouges : Attlee, Togliatti, Nenni, Piaccardi, Tito. En Amérique, les partisans du New Deal donnèrent le ton au Capitole jusqu'à l'apothéose de Roosevelt.

Les nécessités de la stratégie des Etats-Unis ont accéléré le procès d'épuration en le faisant conclure par un acquittement, offrant par là même aux Américains la possibilité de connaître un Etat National Européen régi par des lois générale-

ment considérées comme antidémocratiques. Qu'en est-il résulté ? Que les Américains ont découvert l'Espagne et non le phalangisme, de même qu'ils découvrirent l'Allemagne et non le national-socialisme après sept ans d'occupation, de même qu'ils découvriraient des Italiens, des Français, des Allemands qui se battaient pour leur juste et éternel idéal national, s'ils avaient la curiosité de lire quelques dossiers de grands épurés, ou de nazis, ou de fascistes assassinés.

J'écrivais, un jour, que l'endroit le plus absurde du monde est la prison de Spandau. Le procès de Franco fut précisément fait au nom de la logique qui préside à l'administration de la prison de Spandau, où Russes, Américains, Français et Anglais dépensent des millions pour tenir en prison quelques chefs nazis.

Jusqu'aux accords de palais de Santa-Cruz, Franco était un homme aux mains couvertes de sang ; aujourd'hui, il est l'allié « atomique » et les mêmes journalistes officieux italiens qui l'exaltèrent au temps de Mussolini et l'insultèrent au temps de Gasperi, sont aujourd'hui indécis quant au genre de dithyrambe qu'ils doivent lui dédier, mantenant que le Caudillo est l'allié des Etats-Unis.

Victoire de Franco et victoire d'un peuple qui, comme l'ont déclaré les survivants du « grand bain de sang », a débarrassé pour toujours l'Espagne du bacille communiste et persiste à réclamer Gibralter à l'Angleterre ; autre preuve d'un constant idéal national.

Pourquoi n'avons-nous pas tendu les premiers la main à l'Espagne ? Pourquoi nous sommes-nous obstinés à faire de l'antifascisme inutile dans les assises internationales, alors même que les plus aveugles de nos gouvernants savaient qu'une idéologie politique ne pouvait modifier le caractère et les aspirations d'un peuple avec lequel nous devons parcourir la même voie ? Pour obéir à l'impératif de la vendetta partisane.

Nous avons attendu sept ans, nous avons attendu que l'Amérique découvre la Nation Espagnole pour décider qu'elle est digne d'être notre sœur au sein de la Démocratie : c'est le voyage de Colomb fait en sens contraire par des généraux et amiraux américains.

Nous espérons que le succès de Franco apprendra quelque chose aux survivants des épurateurs de chez nous.

Il a montré aux communistes que Roosevelt était bien mort et qu'ils devraient commencer à prier (et nous savons quel genre de Dieu) pour qu'il en naisse un autre.

Filippo ANFUSO

(*Secolo d'Italia.*)

Le drame de Trieste

On connaît la position italienne sur la question de Trieste : nous l'avons rappelée plusieurs fois. L'Italie se fonde sur la note alliée du 20 mars 1948 reconnaissant l'italianité du territoire de Trieste tout entier, zone A et zone B. La Yougoslavie, de son côté, feint d'ignorer cette déclaration, et réclame comme Yougoslave tout l'arrière-pays triestin, consentant à abandonner la ville de Trieste elle-même, à condition que celle-ci soit internationalisée.

Au début du mois d'octobre, la Yougoslavie insistait auprès des Alliés pour faire adopter sa solution, tandis que l'Italie proposait un plébiscite libre sur tout l'ensemble du territoire. C'est dans ces conditions que les Alliés firent connaître leur décision improvisée d'attribuer la zone A (comprenant la ville de Trieste) à l'Italie et la zone B à la Yougoslavie, décision qui provoqua la situation actuelle.

***

Sur cette décision alliée, notre correspondant italien Fabio Lonciari, nous donne les précisions suivantes :

« Le gouvernement italien a accepté cette solution sous trois réserves : 1°) que l'occupation soit provisoire (afin de donner un caractère également provisoire à l'occupation yougoslave de la zone B et de sauver, au moins sur le plan juridique, les 100.000 italiens qui y habitent); 2°) que reste en vigueur la note tripartite du 20 mars 1948 par laquelle on reconnaissait le caractère italien des deux zones du Territoire ; 3°) que l'idée d'un plébiscite soit également discutée.

La Yougoslavie s'est élevée contre cette interprétation, se déclarant prête à une résistance militaire au cas où l'on permettrait l'entrée des troupes italiennes en zone A. Toutefois, en pratique, la Yougoslavie admettrait sans doute l'entrée des Italiens en zone A, à condition qu'elle s'accompagnât d'une déclaration explicite des alliés désavouant la note tripartite du 20 mars, in-

terdisant à l'Italie des aspirations ultérieures sur la zone B et repoussant la proposition d'un plébiscite. Toutes choses que les alliés ne peuvent faire sans provoquer la chute du gouvernement Pella (gouvernement qui, après sa démission, se reconstituerait probablement avec la participation du M.S.I. et des autres formations nationales, monarchistes et catholiques de droite).

Naturellement, en qualité de partenaire atlantique, l'Italie demande une déclaration conjointe des Alliés dans laquelle on affirmerait qu'un acte de guerre envers les forces italiennes équivaudrait à un acte de guerre envers toute l'Alliance atlantique.

Il y a différentes possibilités de compromis. Nous les énumérons sans commentaires :

1°) Maintien des armées alliées et mise en place d'une administration civile italienne ;

2°) Evacuation de la zone B par la Yougoslavie, sans que les Italiens entrent dans la zone A, avec constitution d'un Territoire libre de Trieste pour une durée de 10 ans, au terme de laquelle un plébiscite devrait être organisé ;

3°) Rencontre directe italo-yougoslave et Conférence à cinq pour une solution définitive du problème (acceptable pour l'Italie après occupation de la zone A et, inversement, accepté par la Yougoslavie, à condition que cette occupation n'ait pas lieu. C'est sur cette contradiction qu'a échoué la conférence des ministres des Affaires étrangères).

Les réactions de l'Italie, au cas où une solution inacceptable par elle viendrait à être adoptée, peuvent aller du retrait italien de la C.E.D., à l'abandon du pacte atlantique et à la résistance armées. On est à peu près certain que les Etats-Unis appuieront l'action italienne dans ce sens. En effet, l'ambassadrice Luce est désormais sous l'influence des milieux catholiques qui soutiennent Pella et a abandonné le groupe De Gasperi-Salba.

De toute façon, la situation évolue très vite, tandis que les informations affluent et que les possibilités de règlement se multiplient ».

Selon des informations complémentaires reçues de Fabio Lonciari, le développement des événements peut avoir des répercussions sérieuses sur la situation intérieure italienne. Il se trouve que, pour la première fois, le M.S.I. lutte pour les mêmes objectifs que le gouvernement et que cette action parallèle a pour base une question d'intérêt national. Le M.S.I. a cessé d'être un adversaire inconditionnel du gouvernement et toute tension dramatique en Italie à propos de Trieste, peut avoir comme résultat

la formation d'un front d'action nationale qui bouleverserait les divisions actuelles de partis.

Cependant à Trieste, les imprudences des Alliées et la situation locale, multiplient les risques d'incidents très graves.

« On vit à Trieste, dit Fabio Lonciari, dans un climat de guerre, pendant que les armées italiennes et yougoslaves se concentrent autour de la ville. Les troupes anglo-américaines sont sur le point d'être transférées et la police civile locale, craignant sa dissolution à l'arrivée des Italiens, a réduit sa vigilance au minimum. Ainsi plus de deux mille membres de l'armée yougoslave sont entrés dans la ville, revêtus d'habits civils, mais armés en tout point pour agir en commandos si la rencontre est inévitable. Bien que les troupes italiennes stationnent à peu de kilomètres de Trieste, la ville, en cas de guerre, pourrait être occupée par l'armée de Tito — ne fût-ce que pour quelques heures — qui trouverait l'appui d'une cinquième colonne. Le parti communiste du Territoire Libre de Trieste, Kominformiste, a enlevé toute autorité à ses chefs italiens et, à l'encontre des directives de Moscou et du P.C. italien, a mis son appareil paramilitaire à la disposition des Titistes, c'est-à-dire de la campagne de haine à l'égard de l'Italie, situation qui risque d'entraîner le massacre des ressortissants italiens. En vue de cette éventualité, on doit prendre les mesures de sécurité nécessaires mais les difficultés que l'on rencontre sont nombreuses. Des rumeurs et des informations arrivent, diffusées par la propagande slave, appuyée par la radio clandestine située en zone B du Territoire Libre occupé par les yougoslaves, et l'action entreprise pour les démasquer exige un travail intense de notre part. Nous sommes aidés dans cette action défensive par tous nos camarades nationaux qui habitent dans la ville. Je ne sais si à l'avenir les événements se précipiteront ou si, au contraire, une solution favorable à l'Italie interviendra le plus tôt possible, un fait est cependant certain : nous sommes prêts à défendre Trieste par le sang ! ».

L'Angleterre et l'Europe

L'article ci-dessous est dû à un de nos correspondants étrangers. Il ne représente pas exactement l'opinion de Défense de l'Occident sur l'Angleterre, mais il nous a paru intéressant de le faire connaître comme document. En ce qui nous concerne, nous pensons que la réserve de l'Angleterre au sujet de la communauté européenne s'explique à la fois par des objections pratiques très légitimes qui tiennent à la structure de l'Empire Britannique et par des arrière-pensées politiques. Il nous paraît vain de tourner des regards implorants vers l'Angleterre qui ne peut nous rejoindre dans la communauté européenne et qui ne le désire pas. D'autre part, il est de l'intérêt de l'Europe de souhaiter une alliance conçue en termes précis et sur des bases traditionnelles entre l'Empire britannique et la communauté européenne en tant que telle, plutôt que d'insister pour obtenir l'entrée de la Grande-Bretagne et de ses Dominions dans une Europe en formation, car cette opération difficile et aléatoire risquerait de rendre tout-à-fait impossible la création de l'Europe elle-même. Sans aucune hostilité contre l'Angleterre, dans laquelle nous désirons voir un jour un allié de l'Europe, nous ne nous joindrons pas au vœu de notre correspondant en faveur d'une adhésion (prématurée et d'ailleurs, chimérique), de l'Angleterre à la communauté européenne.

Sans remonter très loin dans notre histoire et sans ressusciter des souvenirs qui prouvent abondamment que l'Angleterre a été, en fait, le véritable « ennemi traditionnel » de la France, il n'est pas difficile de déceler, même dans notre histoire récente, un courant anti-anglais qui a persisté jusque dans les dernières décades. Pour avoir résisté à l'Angleterre à Fachoda, à la fin du siècle dernier, Marchand était devenu un héros national pour le peuple français. En 1899, lorsqu'éclata la guerre contre les Boërs, toute l'opinion française les soutenait contre Londres. Le colonel de Villebois-Mareuil prenait l'initiative de former une légion de volontaires français pour se battre à leurs côtés. Dans les premiers numéros de la revue de *l'Action Française*, — oui, de *l'Action Française* — on peut lire des articles très violemment anti-anglais encadrant les lettres dans lesquelles Villebois-Mareuil faisait l'éloge des volontaires allemands qui étaient venus combattre l'ennemi commun, et quand Villebois-Mareuil tomba dans les rangs des frères d'armes qu'il s'était choisis, *l'Action Française* parut encadrée de noir et considéra sa mort comme un deuil national. Lorsque le président Krüger était venu en Europe, c'est le peuple de Paris qui lui avait consacré la plus chaude réception et les journaux étaient pleins de caricatures et d'articles dirigés contre la reine Victoria, contre Kitchener, contre les « bourreaux » du peuple boër.

L'Entente Cordiale, œuvre purement diplomatique, n'a jamais été populaire. Malgré la pression officielle, il n'a pas été possible d'étouffer le témoignage du général Lanrezac qui, entre Charleroi et la Marne, eut les pires difficultés avec le corps expéditionnaire des « alliés » anglais, commandé par French, qui refusait d'exécuter les ordres donnés et ne songeait qu'à rallier l'Angleterre par les voies les plus rapides. Préfiguration de ce qui devait être réalisé, en mai 1940, lorsqu'en pleine bataille, les Anglais abandonnèrent le front pour aller s'embarquer à

Dunkerque. La radio de Stuttgart, qui avait su trouver l'oreille des Français en leur répétant sans se lasser que « les Anglais fournissent les machines et les Français les poitrines », ne pouvait souhaiter illustration plus éclatante de sa propagande. Aussi la sauvage et injustifiable agression de Mers-el-Kébir, commandée par Churchill à ses amiraux honteux du rôle qu'on leur faisait jouer, souleva un raz-de-marée d'indignations et d'imprécations contre l'Angleterre et aurait fourni à un gouvernement français, alerte et manœuvrier, une magnifique occasion de retourner une situation désastreuse.

S'il fallait une preuve supplémentaire du manque d'affinité entre les peuples français et anglais, elle serait fournie par la statistique qui montre que les mariages mixtes franco-anglais sont beaucoup plus rares que ceux qui se contractent entre ressortissants français et étrangers appartenant aux autres pays voisins : Belgique, Allemagne, Suisse, Italie et Espagne.

*
* *

Oui, tout ce que nous venons de rappeler ne saurait être mis en doute et le signataire de ces lignes, s'il lui était permis d'apporter un témoignage personnel, ne peut oubler qu'il a grandi dans une famille et un entourage où les sentiments étaient violemment anti-anglais et que, depuis lors, ce qu'il a appris et les expériences qu'il a pu faire, n'ont pas contrarié cette influence originelle, bien au contraire. Mais la politique n'est pas une question de sentiment, ou, plus exactement, le sentiment — et, à plus forte raison, le ressentiment — doivent y être subordonnés à des raisons plus hautes. Il faut se défier aussi des généralisations hâtives et même si on juge très sévèrement l'activité et les agissements d'un Churchill, il ne faut jamais perdre de vue que Churchill n'est pas toute l'Angleterre et qu'il n'a pas manqué d'Anglais clairvoyants pour déplorer et condamner la politique à laquelle il a attaché son nom. Il est juste aussi de se souvenir que, durant son règne si court, Edouard VIII n'a pas caché sa désapprobation de la politique belliciste d'Anthony Eden et que son attitude est même une des raisons qui ont incité de pieux hypocrites à monter la véritable conjuration qui a provoqué son abdication.

Aussi, lorsqu'il s'agit de réparer la situation créée par les fautes et les crimes de Roosevelt et de Churchill, et, après avoir pesé la gravité et la menace que l'énorme puissance soviétique représente pour notre continent et pour le monde entier, après avoir évalué les chances que peut présenter la formation d'une Europe solide, lorsqu'il s'agit de répondre à la question posée par le cas de l'Angleterre, celle de savoir si elle doit être englobée dans l'Europe en gestation, il ne faut pas hésiter à répondre — malgré tout, mais fermement — par l'affirmative.

On n'ignore pas la répugnance qu'à toujours eu l'Angleterre à se dire européenne, à lier son destin à celui du continent mais il n'en faut pas moins tout faire, tenter l'impossible pour aplanir les difficultés, réduire les heurts et gagner l'Angleterre à la cause de l'Europe. Il y aura, certes, beaucoup de préjugés à vaincre, de part et d'autre, beaucoup d'intérêts à ménager mais l'importance du but à atteindre justifie tous les efforts et rend légitimes tous les sacrifices.

C'est nécessaire pour le bien de l'Europe. Il n'est pas possible d'oublier les affinités de race qui existent entre le peuple anglais et des peuples continentaux, le peuple allemand, en particulier. Par ses admirables poètes, ses écrivains, ses peintres, ses érudits et ses savants, l'Angleterre a contribué, pour une large part à la civilisation européenne. L'Empire qu'elle avait su édifier, malgré tout ce qui peut en être dit — et on ne serait pas en peine de recueillir une ample moisson de critiques justifiées — était un monument qui faisait honneur à la race blanche. Il était, il aurait surtout pu devenir un des piliers de la civilisation humaine si la folie criminelle d'un Churchill n'était venu tout compromettre et, peut-être, d'une façon irrémédiable. Les abandons, les catas-

trophes auxquels l'Angleterre a dû et devra, vraisemblablement se résigner en Asie et dans le Pacifique, en particulier, constitueront autant d'échecs et d'amputations pour la race blanche et pour la civilisation européenne. Du point de vue militaire, si une troisième guerre devait ensanglanter notre continent, il ne saurait être de l'intérêt de l'Europe de ne pas garder le contrôle aussi complet que possible du gigantesque porte-avions constitué par les Iles Britanniques. Tout cela, les peuples du continent doivent le comprendre et ils doivent voir que leur intérêt n'est pas que l'Angleterre s'éloigne d'eux et les abandonne à leur sort.

Mais les Anglais, de leur côté, ne devraient pas se faire d'illusion sur ce qui les attendrait s'ils tournaient le dos à l'Europe. Ils ont déjà appris ce que leur coûte l'aide financière et économique qu'ils ont dû se résigner à accepter. S'ils sont réalistes, ils sont bien olbigés de convenir qu'un pays assisté a cessé d'être une très grande Puissance. Ils ne peuvent ignorer les convoitises qu'allument les restes de leur Empire et peuvent justement craindre de voir, sous leurs yeux, l'artichaut mangé feuille à feuille et d'assister, impuissants, à cette dégustation. Les affronts répétés qu'a dû subir une institution aussi glorieuse que l'Amiraut britannique, les cuisantes blessures d'amour-propre que le peuple anglais est obligé de dévorer en silence, les sensibles, et peut-être définitives, pertes de prestige qui en résultent, doivent le convaincre que s'il cherche encore de l'estime, il n'en trouvera que parmi les peuples du proche continent. Adossé à eux, fort de leur appui, le gouvernement britannique sera infiniment mieux placé pour résister à des pressions qui, si l'Angleterre restait isolée, ne manqueraient pas de s'exercer à un rythme de plus en plus rapide et avec une efficacité toujours plus grande.

*
* *

Toute la question est de savoir si l'Angleterre comprendra que sa civilisation, ses intérêts bien entendus, sa situation géographique lui commandent de rejoindre l'Europe. Et si l'Europe, pour sa part, se refusera à perdre, de gaîté de cœur, tout ce que l'Angleterre représente pour elle du point de vue intellectuel, artistique, militaire, racial, historique. Et si, des deux côtés, on saura tirer les conséquences d'un pareil état de fait.

Les jeux ne sont pas faits irrémédiablement faits, toute espérance n'est pas encore interdite, mais l'accélération des événements est telle qu'il ne se passera peut-être plus longtemps avant que se lasse le destin.

Henri LEBRE.

Kibya, Oradour arabe

Israël, pour une fois, a bien failli perdre la partie. Le massacre de Kibya, qui remplit d'horreur le monde civilisé, semblait devoir dessiller les yeux des plus obtus. Même le gouvernement de Sa Majesté, qui en a pourtant vu (et approuvé) d'autres, même la Maison-Blanche, qui se glorifie des forfaits d'Hiroshima et de Nagasaki, parurent bouleversés par la tragique nouvelle. On dénoncerait le crime à l'O.N.U. On prendrait des sanctions contre l'agresseur. On exigerait des réparations. Puis, comme toujours lorsqu'il s'agit du Peuple Elu, on enterra promptement l'affaire.

La France — puissance musulmane ! — la France officielle, est restée impassible devant cet Oradour arabe. Ses dirigeants, préoccupés par la succession de M. Vincent Auriol et par les exploits romancés de Crapotte, n'ont pas cru devoir élever la moindre protestation contre les crimes israéliens. Quant à la presse « issue », si prompte à dénoncer les persécutions quand les victimes sont Israélites, elle n'a pratiquement rien dit de Kibya où les Israélites étaient les bourreaux. Pour ceux qui savent entre quelles mains nos journaux sont tombés depuis la Libération, l'étonnement ne doit pas être grand. Voyez-vous MM. Lazareff, Gombault (né Weiskopf), Lazurick, Altman, Bloch-Dassault, Bollack, Servan-Schreiber stigmatiser la cruauté juive dans leur *France-Soir*, leur *Aurore*, leur *Franc-Tireur*, leur *Paris-Presse*, leur *Information* ou leurs *Echos* ?



Rappelons les faits et les événements qui suivirent. Une troupe armée composée de 250 à 300 soldats israéliens encadrés de leurs officiers encercle le petit village jordanien de Kibya et en massacre les habitants, tous Arabes. Bilan : cinquante-sept morts et neuf blessés, dont douze femmes et vingt-cinq enfants. L'indignation du monde arabe gagne l'Occident, tandis que Radio-Israël revendique le raid criminel comme un haut fait d'armes. Prudemment, les Israéliens des bords de la Seine font mine de ne rien savoir (1).

Par contre, Londres fait des remontrances au Gouvernement de Tel-Aviv et exprime « l'horreur qu le Gouvernement de Sa Majesté éprouve de cette attaque apparemment délibérée ». Le Foreign Office publie un communiqué précisant que la Grande-Bretagne « attend d'Israël que ls coupables soient punis et que compensation soit accordée aux victimes ».

---

(1) Après quinze jours de réflexion, *La Terre Retrouvée*, revue bi-mensuelle de la vie juive en France, en Israël et dans le monde, relatant les faits ci-dessus, titre sur 4 colonnes : « Les Puissances Occidentales au secours de l'agresseur arabe. Kibya ou le complot contre Israël », n° 5-354, 22e année, 1er novembre 1953, 1re page). Sans commentaires.

Washington est tout aussi catégorique. Un communiqué spécial affirme la position du Département d'Etat : « Les rapports révoltants transmis sur les pertes de vies et de biens survenus au cours de l'incident nous ont convaincu que les responsables doivent rendre des comptes et que des mesures efficaces doivent être prises pour prévenir de tels incidents à l'avenir ».

La Jordanie concentre ses troupes à la frontière. Elle fait appel à la solidarité arabe. Le Comité politiqu de la Ligue arabe se réunit à Amman pour examiner la situation, tandis que la Jordanie saisit l'O.N.U. de sa plainte. Le Conseil de Sécurité s'informe. Il entend le rapport du Général danois Van Bennike, observateur de l'O.N.U. en Palestine qui confirme officiellement que *l'armée régulière d'Israël a participé au massacre de Kibya.*

Le Président Eisenhower veut envoyer en Israël et dans les pays du Moyen-Orient un représentant personnel, M. Johnston. Il annonce également que l'aide américaine sera suspendue si Tel-Aviv n'arrête pas les travaux du Jourdain qui priveraient d'eau certaines contrées voisines habitées par les Arabes. Fort de l'appui des Jufs de New-York, de Londres et de Paris, Israël fait la sourde oreille. M. Foster Dulles, soucieux de ménager les intérêts pétroliers dans les Pays arabes, se fâche et coupe les vivres. Il annonce officiellement que les U.S.A. suspendent l'application du programme d'aide de 60 millions de dollars à l'Etat sioniste.

Mieux que les protestations diplomatiques, cette décision parait inquiéter l'opinion juive. Un moment, Israël doute de sa puissance sur le gouvernement américain. M. Sharet, ministre israélien des Affaires Etrangères, sonne le tocsin : *« Il est temps maintenant pour les Juifs du monde entier d'accroître l'aide à Israël et de montrer leur solidarité avec notre Etat ».*

L'appel est entendu. Une centaine d'hommes d'affaires américains, Juifs pour la plupart, prennent l'avion pour la Palestine. Une conférence les réunit à Jérusalem. Au cours des débats, il est décidé de lancer un nouvel emprunt israélien aux U.S.A. Le précédent ayant rapporté en 1951 quelque 160 millions de dollars, on escompte une somme au moins égale en raison de la situation. En outre, les congressistes arrêtent un plan d'action politique : il s'agit d'amener le gouvernement américain à capituler en un temps record. Les appels téléphoniques se multiplient entre Jérusalem et New-York. Il faut agir vite. Les élections dans l'Etat de New-York sont imminentes. Le Judaïsme dispose dans la grande cité du tiers des voix au moins. En comptant les « obligés » et les « soumis », cela peut atteindre 50 % des voix exprimées. Il s'agit de montrer sa puissance, de mobiliser toutes les forces dont Israël dispose aux U.S.A. Le gouvernement républicain peut-il se passer de l'appui financier de Wall-Street ? Peut-il affronter le courroux de la grande presse ? Résisterait-il victorieusement à une offensive démocrate bénéficiant de l'aide totale des communautés juives ?

Les choses ne traînent pas. Le Département d'Etat capitule. A quelques jours de la conférence de Jérusalem, le Président Eisenhower, un peu gêné, annonce aux journalistes que l'aide à Israël est rétabli. M. Foster Dulles précise que Tel-Aviv recevrait 26 millions de dollars. Les Juifs avaient, une fois de plus, gagné la partie. Mais ils avaient eu chaud.

Cette épreuve, qui les a convaincus que leur influence n'avait pas diminuée, les incitera peut-être à se montrer prudents désormais.

Car s'ils paraissent avoir gagné la partie sur le plan diplomatique, ils sont loin d'avoir surmonté toutes les difficultés que soulève leur action criminelle. Le massacre de Kibya risque de mettre le feu aux poudres, et, bien que le chef de l'Irgoun ait affirmé qu'*Israël est bien mieux préparé qu'en 1948 pour une guerre,* la solidarité des Nations arabes pourrait, à plus ou moins longue échéance, avoir raison de la misérable poignée de terroristes qui entend faire la loi en Terre Sainte.

N'oublions pas que l'accord de Rhodes n'est qu'un armistice, et que l'on nous a assez répété, en d'autres circonstances, que l'armistice n'est pas la paix.

Henri VILLENEUVE.

Nouvelles européennes Nouvelles politiques

Le bloc Pinay

La constitution d'une sorte de bloc national sous la direction de Pinay est une réplique au projet de Front Démocratique et Social dont nous parlons dans notre éditorial. C'est aussi une manière de prendre en considération le projet de regroupement travailliste rêvé par Auriol et d'y préparer d'avance un contrepoids. Mais un point reste singulièrement obscur dans l'intervention de Pinay. Son message ne fait pas mention de sa position à l'égard du traité de la C.E.D., position cependant connue et affirmée à plusieurs reprises par des déclarations antérieures dans lesquelles Pinay s'était prononcée pour l'armée européenne. Est-ce l'indication d'une évolution ou d'un changement ? Est-ce simplement prudence ? Il est souhaitable que cette dernière hypothèse soit la bonne. Il serait grave que le bloc national s'organise autour de l'hostilité à l'armée européenne, ou simplement qu'il fasse des concessions trop grandes à cette hostilité. Car, dans ce cas, ce serait donner un avantage immense au projet Auriol, qu'un article de Fauvet dans *Le Monde* décrit déjà comme un rassemblement réaliste, social, « et européen ». Partir ainsi serait une opération, qui amènerait tout au plus le bloc national à retrouver la position du R.P.F., et à se trouver, par conséquent, prisonnier du R.P.F. Est-ce que M. Pinay ne se laisse pas entraîner bien loin par le conflit personnel qui l'a opposé récemment à M. Laniel ?

Le Congrès
de la Réconciliation Française

Le Congrès de la Réconciliation Française a eu lieu le 7 et le 8 novembre à la salle des Ingénieurs Civils, en présence de M. Guy Petit, ancien ministre, de M. Olmi, ministre en exercice, de M. de Léotard, député de Paris et directeur du bureau politique, de M. Isorni, député de Paris. Parmi les rapporteurs, on notait M. Guy Petit, déjà nommé, M. Pujol, député de la Loire, M. Beau de Loménie, assez proche de nous par ses idées. Le Congrès s'est terminé par la réélection de M. Portier à la présidence du parti, et par le vote à la quasi-unanimité d'une déclaration présentée par M. de Léotard.

Cette motion finale recommande le vote de la C.E.D., et rappelle que cette politique doit se réaliser « dans le maintien de la souveraineté nationale ». Elle souhaite aussi que l'Angleterre et l'Espagne soient associées à cette communauté de défense.

Après cette prise de position il est remarquable, toutefois, de relever un passage de l'intervention de M. de Léotard, cité complaisamment par

Le Monde. M. de Léotard désigne deux hommes comme les seuls capables de provoquer un choc psychologique et de faire accepter les sacrifices par ceux qui les suivent. Et il nomme M. Pinay et M. Mendès-France.

Cette déclaration est singulière. M. Pinay est exactement l'antidote de M. Mendès-France. On est pour M. Pinay ou pour M. Mendès-France, mais on ne peut pas être indifféremment pour M. Pinay *et* pour M. Mendès-France. *Or, M. de Léotard ne semble pas avoir fait ce rapprochement au hasard*. Qu'y a-t-il derrière une référence aussi surprenante ?

Que vaut « l'armée démocratique allemande ? »

Les émeutes du mois de juin, à Berlin, ont montré l'énergie du peuple allemand qui a conduit seul, et malheureusement sans trouver aucun appui effectif, sa lutte contre la pseudo-République Démocratique aux ordres de l'étranger. Elles ont montré aussi que le régime soviétique n'était pas le régime des travailleurs, mais qu'il était la dictature d'une minorité sur les travailleurs et qu'il n'hésitait pas à faire tirer sur les ouvriers. C'est le plus grand échec des communistes sur le plan politique depuis plusieurs années. Il dégonfle d'un seul coup tous les mensonges à l'aide desquels ils s'adressent au prolétariat européen.

Mais c'est aussi un très grand échec communiste sur le plan pratique. Car, ces émeutes ont montré que l'armée démocratique allemande était prête à passer dans le camp d'en face au premier coup de fusil, et même avant si c'est possible. Toutes les troupes engagées dans la répression se sont trouvées presque aussitôt en état de mutinerie, ou, du moins, elles ont refusé de tirer. Beaucoup d'unités engagées tirèrent en l'air, malgré les ordres, ce qui explique le faible nombre de victimes. A Calbe-sur-Saale, les officiers apprenant que leurs hommes allaient être engagés leur firent distribuer secrètement des cartouches à blanc au lieu de cartouches réelles. Malgré cette précaution, un cinquième des hommes refusèrent de marcher sur les barrages. Les unités casernées à Augermünde et à Uckermünde, recevant l'ordre de marcher contre l'émeute, partirent drapeau en tête dans la direction de Berlin pour se joindre aux émeutiers. Ces unités représentaient 5 bataillons. Il fallut envoyer d'urgence un régiment de chars soviétiques pour les arrêter. Ailleurs, en de nombreux cas, les hommes de la Volkspolizei remirent leurs armes spontanément aux ouvriers, ou se laissèrent désarmer sans résistance. A Dresde et à Erfurt, les unités refusèrent d'obéir lorsqu'on leur donna l'ordre de tirer. Les seuls bataillons de la Vopo qui purent être utilisés furent ceux qu'on encadra sur-le-champ au moyen d'éléments soviétiques.

Ce refus d'obéissance fut presque général dans le Sud, moins complet dans le Nord. En outre, la Luftwaffe recrutée uniquement parmi les éléments d'élite du parti communiste resta fidèle à la république « démocratique ». De même, dans le Nord, il n'y eut aucune défection dans les régiments composés uniquement d'aspirants au grade d'officier et recrutés exclusivement, comme l'aviation, sur présentation du parti communiste. Des sabotages se produisirent toutefois, à bord de navires stationnés à Auslaufen, ainsi que des actes de rébellion dans les ports du Nord qui furent réprimés par des exécutions immédiates.

En raison de la gravité de cette situation, la répression fut, en général, assez faible. La direction de l'enquête fut retirée au chef de la Volkspolizei Heinz Hoffmann et prise en mains directement par le Haut-Commissaire soviétique Semionoff. On évita, autant que possible, tout espèce d'*exemple* public, qui aurait révélé à l'opinion l'étendue des défections. La répression fut aussi secrète que possible et menée dans des conditions sur lesquelles les renseignements manquent pour l'instant

Les malheurs de François Mauriac

Les articles de François Mauriac sur les émeutes du Maroc ont provoqué un petit drame dont la direction du *Figaro* s'est bien gardé d'informer ses lecteurs.

Ces articles ont amené une démarche assez vive de M. Prouvost, important actionnaire du *Figaro* auprès de M. Pierre Brisson. Cette démarche était d'une nature telle qu'il était impossible de ne pas la prendre en considération. M. Mauriac fut instamment prié de choisir un autre sujet de méditation, et il fut informé en même temps que la direction du journal refuserait tout autre article sur la même question.

M. Mauriac, furieux, répliqua en *s'exilant* à Malagar. Cet éloignement donnait satisfaction à M. Prouvost, mais il était moins satisfaisant pour l'écrivain qui réfléchissait avec amertume aux agréments de la grande presse indépendante et démocratique. Au milieu de ces méditations, M. Mauriac fut atteint par une réflexion : cette campagne que le *Figaro* lui refusait le droit de mener dans ses colonnes, il pouvait la mener, sous une forme moins sensationnelle, mais toutefois sans compromission, dans une petite revue indépendante qu'il dirige, notre parfait confrère *La Table Ronde*.

Tout heureux de cette revanche, il rédigea donc d'une plume vigoureuse le fragment de son *Journal* qui paraît chaque mois dans cette revue, n'omettant pas de dire ce qu'il pensait de la résidence en particulier et de la grande presse, en général. Cette initiative, malheureusement, ne fut pas plus heureuse que la première. M. Prouvost apparut là aussi, sous les formes de MM. Bourdet et Orengo, administrateurs, qui firent savoir à M. Mauriac, avec infiniment de courtoisie, qu'il y avait des choses qu'on ne pouvait pas dire, même dans *La Table Ronde*. M. Mauriac pensa bien donner sa démission. Il n'en fit rien et il fut sage. Il se contenta de semer dans son *Journal* des lignes de points vengeresses et édifiantes.

Peut-être, M. Mauriac, grand personnage du régime, comprendra-t-il désormais quelles difficultés nous rencontrons nous aussi, quand, par hasard, nous tenons à dire ce qui nous paraît être la vérité, et que nous trouvons en face de nous l'appareil de presse qu'il a contribué à mettre en place et qui nous refuse, comme à lui, le droit d'élever la voix dans le triomphe de l'injustice, du mensonge et de la saleté ?

Churchill et sa famille

On se souvient peut-être de ces deux comtesses fort riches et fort aristocratiques qui furent arrêtées, il y a quelques semaines, par la police suisse pour quelques petits vols de bijoux, portant sur quelques petits millions. La grande presse omit seulement de transmettre au public un insignifiant détail à propos de l'une de ces intéressantes personnes. Elle n'était rien moins que la cousine de Sir Winston Churchill. Il est inutile de vous dire qu'après une courte détention, elle a été remise poliment en liberté provisoire.

L'Allemagne réclame ses prisonniers

Dans toute l'Allemagne occidentale a lieu depuis plusieurs semaines une importante campagne pour le retour des prisonniers. Dans toutes les villes allemandes sur les monuments aux morts, sur les monuments publics, dans les places, dans les grandes rues sont installées de larges bandes de toile avec l'inscription « Rendez-nous nos prisonniers ». Huit ans après la fin de la guerre, de nombreuses familles allemandes attendent encore le retour du père ou d'un fils emprisonné en Russie — ou ailleurs — toujours, bien entendu, sous l'accusation plus ou moins fantaisiste de « crimes de guerre ».

Une vaste organisation de secours aux prisonniers, la H.I.A.G. (Hilfe Allgemein Gesellschaft) s'est constituée pour recevoir les captifs, les reclasser, les aider, et en même temps pour poser devant l'opinion publique la question des prisonniers de guerre allemands. Un communiqué de Hans-

Joachim Richard, secrétaire général de la H.I.A.G., rappelle qu'il y a encore 106.000 prisonniers de guerre allemands en Russie que le gouvernement soviétique, au moment de la campagne électorale, s'était engagé à renvoyer dans leurs foyers, et dont le rapatriement a été commencé effectivement depuis quelque temps.

En outre, précise le même communiqué, les Alliés occidentaux détiennent encore près de 750 prisonniers allemands. Le gouvernement français, en particulier, en détient encore 179, parmi lesquels 104 n'ont été l'objet d'aucun jugement.

La gravité de cette situation — et ce qu'elle a de contradictoire avec la politique menée actuellement par les grandes puissances occidentales — a amené les hauts-commissaires à envisager des mesures immédiates. Une commission mixte germano-alliée a été créé pour examiner individuellement le cas de chacun des prisonniers retenus anormalement en captivité. Cette commission mixte a créé, à son tour, dans chaque zone d'occupation, une commission de cinq personnes, composée de trois ressortissants alliés et de deux allemands, pour adresser un rapport à la commission mixte. Ces divers organismes d'enquête ont commencé à fonctionner depuis le mois d'octobre, à l'exception de la commission des cinq de la zone française qui n'est pas encore constituée.

Il est regrettable que l'opinion française ne soit pas informée de l'importance de cette question pour l'opinion allemande actuelle. Les Allemands ne comprennent pas comment un gouvernement français, qui souhaite associer des troupes allemandes à la défense de l'Europe, n'aperçoit pas la nécessité de faire disparaître toutes les causes de mésentente et, en particulier, toutes les douloureuses séquelles nées de la guerre. Sous la pression de son opinion publique, le gouvernement français a dû accorder un commencement d'amnistie. Attendra-t-il la pression de l'opinion européenne pour découvrir qu'une amnistie des faits de guerre est nécessaire au moment où nous associons le peuple allemand tout entier à la défense et à l'avenir de l'Europe ? Manquerons-nous donc éternellement, on n'ose pas dire de générosité (la France actuelle ne mérite pas ce mot), mais d'habileté et d'opportunisme ? Nous laisserons-nous toujours arracher ce qu'il serait plus intelligent — et aussi plus juste — d'offrir ?

Parmi les mesures individuelles qui pourraient, au moins, annoncer des dispositions nouvelles, la libération de Ernst, ancien bourgmestre en second de Strasbourg, condamné à tort pour *collaboration*, alors qu'il a toujours été citoyen allemand (*Rivarol* et *La Voix d'Alsace* citaient son cas récemment), ainsi que celle d'Otto Abetz, appuyée par le cabinet du Chancelier Adenauer, seraient, certes, bien accueillies en Allemagne.

Un hommage allemand à deux officiers francais

Combien l'Allemagne est sensible à de tels gestes, on le verra par l'important article consacré par un des plus grands hebdomadaires allemands *Fortschritt* au général Adeline et au capitaine de vaisseau Meyer sous le titre : « Des officiers français ont tenu leur parole ».

Cet article rappelle le cas, plusieurs fois mentionné déjà dans la presse allemande, de deux soldats allemands condamnés à mort par un tribunal militaire français dans la région de La Rochelle, bien que le général Adeline et le capitaine de vaisseau Meyer aient donné leur parole au commandant allemand de la place que ses subordonnés ne seraient pas poursuivis. Pendant quatre ans, les deux officiers français multiplièrent les protestations et les démarches, parvinrent à faire casser deux jugements, et finalement obtinrent d'un troisième tribunal militaire un verdict d'acquittement.

La presse allemande ne s'est pas emparée de ce verdict pour souligner la relativité de nos jugements et notre jurisprudence chancelante. Elle a retenu le fait que deux officiers français avaient donné leur parole et l'avaient tenue. Et elle a eu la politesse de ne pas rappeler que cela ne s'était pas toujours passé ainsi.

Sur un écho du « Monde »

« Le Monde », toujours fougueusement anti-Mac Carthyste, ironise aimablement sur les instructions données au Secrétaire Général de l'O.N.U. pour l'inviter à licencier les fonctionnaires crypto - communistes qui se sont livrés, se livrent ou « sont à même » de se livrer à des besognes d'espionnage. « Le Monde » voit là un signe très menaçant parmi les constellations menaçantes de notre temps, et il se plaint très amèrement et déplore déjà l'insondable avenir

« Le Monde » a peu de mémoire ou peu d'informations, nous lui laissons le choix. L'honorable démocratie helvétique, qui lui est si chère, a fait beaucoup mieux. Elle a condamné — et mis en prison — en 1945 des citoyens helvétiques, qui n'avaient jamais mis les pieds hors de Suisse, qui n'avaient jamais rencontré de ressortissants allemands ou italiens, non pas pour la *collaboration* qu'ils avaient fournie aux puissances de l'Axe, mais — ô sensible rédacteur du « Monde » — pour celle qu'ils auraient été « à même » de fournir, *au cas où la Suisse aurait été envahie.*

Les originaux de ces jugements existent — ô sensible rédacteur du « Monde » —, des juges ont eu le cynisme d'écrire ce considérant et de le signer. Mais ce qui n'existe pas, ce qui n'a jamais été ni écrit, ni signé, c'est une protestation du « Monde » à ce propos. « Le Monde » n'a rien vu de grave, ni même de digne d'être signalé, à ce que des hommes fussent, non pas licenciés, mais gardés en prison pendant trois ans (c'était le tarif) pour un acte qu'ils n'avaient pas commis, mais qu'ils auraient été « à même » de commettre si...

Tels sont nos ironistes et nos âmes sensibles. Ils poussent des hurlements quand ils ont une poussière dans l'œil, mais ils ne voient rien quand ils crèvent l'œil du voisin d'en face.

Malenkov et les généraux

On commence à avoir quelques lueurs sur les événements qui accompagnèrent la succession de Staline. L'affaire Béria ne fut pas seulement une révolution de palais. Il s'en fallut de peu qu'elle ne fût une bataille de Moscou. Béria disposait d'un million d'hommes de la M.V.D. avec lesquels il espérait frapper le premier. Malenkov fut sauvé par Woroschilov qui mit l'armée à sa disposition. La promptitude de l'arrestation de Béria désorganisa sa conjuration et permit d'éviter la rencontre. Les journaux russes parlèrent bizarrement de « manœuvres importantes dans la région de Moscou ».

D'après les hommes qui reviennent de Russie, Malenkov est un inconnu pour une grande partie du peuple russe. « Ça doit être quelqu'un du parti », disent les Russes. Par contre, Woroschilov est très connu et très populaire. Joukov aussi. Pour tout le monde, Joukov est « le vainqueur de Berlin ». On attribue à Woroschilov l'amnistie politique qui a libéré une partie des condamnés, ainsi que de nombreuses mesures de détente prises dans divers domaines, alimentation, administration locale, etc. Joukov est considéré comme un personnage très puissant à l'heure actuelle. Assiste-t-on à une relève du parti par une autocratie militaire ? C'est la question qu'on commence à se poser. En tous cas, tout le monde est d'accord pour constater que les maréchaux ont été les grands bénéficiaires de la querelle Béria-Malenkov, et cet élément nouveau est capital.

Les Anglais tirent sur les lycéens

La répression anglaise à Trieste a été un acte de sauvagerie qui rappelle les plus mauvais jours de l'occupation en France. L'évêque de Trieste avait convoqué les fidèles à des prières expiatoires en raison de la profanation subie par une église de la ville saccagée par des brutes anglaises qui avaient livré bataille à coups de lance d'incendie à des lycéens de seize ans à l'intérieur de l'église, atteignant l'autel, la table de

communion, le tabernacle. Au moment où les fidèles sortaient paisiblement de l'office, un cordon des mêmes gardes les cerna. L'officier anglais qui les commandait leva le bras à un moment donné pour donner l'ordre à ses troupes, dit-il, de se porter en avant. Les troupes comprirent par erreur, paraît-il, qu'il donnait l'ordre de tirer et tirèrent sans hésitation sur cette foule désarmée dans laquelle se trouvaient un grand nombre de femmes et des enfants.

Il est bon de préciser que ces gardes de police anglais constituaient une troupe d'élite, spécialement sélectionnée en vue des « bagarres de rues », et engagée ici pour la première fois.

Selon la législation des crimes de guerre, il s'agit dans ce cas d'un assassinat commis de propos délibéré et sans excuse tirée de la situation militaire ou d'attentats dirigés contre les troupes. Pour des cas moins graves, des officiers allemands ont subi et subissent encore de lourdes peines dans des prisons françaises ou anglaises. Mais le gouvernement anglais se refuse à envisager des poursuites contre l'officier responsable de cette fusillade criminelle et il n'envisage même pas de déplacer le général Winterton, responsable du maintien de l'ordre à Trieste.

LA REUNION D'HOLZMINDEN SUR L'ORGANISATION D'UN NOUVEAU MOUVEMENT EUROPEEN

Une importante réunion de travail a eu lieu au mois d'octobre à Holzminden (Hanovre), dans le cadre des conversations entreprises pour la création d'un mouvement européen dont nous avions déjà entretenus nos lecteurs dès le numéro 1 de « Défense de l'Occident ».

A cette réunion étaient présents des représentants de groupements des pays nordiques (Danemark, Norvège, Suède), de groupements belges et hollandais, allemands, autrichiens, italiens et français. Les questions posées pour la création d'un mouvement européen ont été longuement évoquées et les divers participants se sont mis d'accord sur un schéma d'organisation proposé par Per Engdahl, au nom des groupements des pays nordiques.

Il est proposé que, dans chaque pays, soit créée une « section nationale » de mouvement européen dont le nombre de membres serait variable et assez limité. Ces membres seront recrutés de préférence parmi les organismes directeurs des groupements nationaux qui sont d'accord avec notre idéal européen, mais les sections nationales pourront comprendre aussi des personnalités ou des isolés désireux d'appuyer notre action. La présence dans la section nationale d'hommes appartenant à la direction de tel ou tel mouvement ou groupement national ne signifie pas nécessairement que ce mouvement ou groupement adhère, en tant que tel, au mouvement européen : elle apporte seulement une liaison commode entre le mouvement européen et les mouvements ou groupements nationaux.

Les personnalités seront choisies dans chaque pays de manière à étendre autant que possible l'influence du mouvement européen. Ceux de nos camarades qui, en province ou dans les colonies principalement, croiront pouvoir nous aider à faire connaître nos idées ou même à créer des cercles locaux de sympathisants seront particulièrement bien venus dans la section nationale.

Chaque section nationale organisera elle-même son propre fonctionnement, choisira le bureau chargé de la représenter et de diriger son activité et élira le représentant ou les représentants de la section nationale pour les réunions de travail périodiques avec les représentants des autres sections nationales européennes. La réunion de ces divers représentants nationaux formera une Commission européenne

chargée d'administrer le mouvement européen entre les différents Congrès qui devront avoir lieu en principe tous les deux ans.

Ce projet d'organisation approuvé par la réunion d'Holzminden a, bien entendu, un caractère provisoire. Il n'est qu'une proposition, sur laquelle les principaux promoteurs de l'idée d'un nouveau mouvement européen se sont mis d'accord, mais qui ne pourra être adoptée définitivement que par un Congrès réunissant les groupements et les personnalités désireux de fonder ensemble ce mouvement européen.

Il a été décidé à Holzminden que l'organisation de ce Congrès serait confiée à nos camarades italiens dont le représentant a accepté cette tâche et que ce Congrès aurait lieu dans le nord de l'Italie à une date voisine de Pâques 1954.

Le nom définitif du mouvement n'a pas encore été arrêté. Le nom de Mouvement Populaire Européen dont il avait été question dans Défense de l'Occident, n'a pas été présenté parce qu'il se trouve être déjà le nom d'un mouvement ayant son siège à Strasbourg. Le nom de Mouvement Social Européen ayant déjà été utilisé en Allemagne et dans les pays de langue germanique lors de réunions précédentes et y étant déjà connu, il est possible que ce soit à lui qu'on s'arrête finalement.

La réunion d'Holzminden a décidé, en outre, que le rapport de Per Engdahl intitulé Eléments d'une nouvelle idéologie, dont nous avons commencé la publication dans le n° 4 de Défense de l'Occident, serait présenté au Congrès par les promoteurs du mouvement comme un travail de base reflétant les grandes lignes de l'orientation qu'ils proposent de donner au mouvement. Des additions ou modifications suggérées par divers groupements ont été adoptées. Nous avons l'intention de reprendre, à partir de notre prochain numéro, la publication de ce document pour le faire connaître à nos lecteurs.

Etudes et Tribune libre

LE MAROC ET L'EUROPE

La réunion d'Holzminden, dont nous parlons par ailleurs, a été une occasion pour communiquer à nos camarades allemands les informations dont nous disposions sur la situation au Maroc et leur faire connaître notre point de vue.

Une telle conversation était d'autant plus utile que les groupements nationaux allemands ont, en général, un préjugé favorable à l'égard des positions de la Ligue Arabe ; sans porter atteinte à ces relations qui peuvent être utiles à la cause européenne tout entière, il était important, en tous cas, de dissiper toute équivoque sur la position de nos amis en France.

Notre bonne volonté et notre désir d'établir des relations amicales avec les Etats arabes sont certains. Dans la lutte que mènent les Etats arabes contre Israël, nous sommes entièrement et sans restrictions du côté des Etats arabes. Nous désirons aider les Etats arabes à faire connaître en France, malgré une presse entièrement dominée par les influences juives, les injustices et les atrocités dont les populations arabes sont victimes, nous désirons les aider à diffuser leurs informations, à faire connaître leur point de vue et à trouver chez nous des amis disposés à appuyer la cause arabe. Tous nos camarade en France ont accueilli avec sympathie l'arrivée au pouvoir de gouvernements nationaux en Egypte et en Syrie. Nous comprenons et nous approuvons les efforts du gouvernement du général Neguib pour conduire le peuple égyptien vers l'indépendance et en même temps pour faire disparaître la misère et le retard économique que des années d'exploitation capitaliste ont imposées au peuple égyptien.

Pour l'avenir, nous croyons que les Etats arabes du Proche-Orient, désireux d'affirmer leur indépendance à la fois à l'égard du bloc anglo-américain et de la puissance soviétique sont des alliés naturels d'une Europe désireuse d'apparaître elle aussi comme une Troisième Force autonome. La culture et les traditions de l'Islam et son grand passé historique nous apparaissent comme un élément spirituel qui ne s'oppose pas à la culture et aux traditions occidentales et peut parfaitement se maintenir à côté d'elles.

Ces sentiments de sympathie ne nous empêchent pas cependant d'être catégoriques en ce qui concerne les territoires et protectorats français d'Afrique du

Nord : l'Afrique du Nord française est le prolongement géographique et stratégique de la France et en même temps de l'Europe, toute menace sur l'Afrique du Nord française est une menace mortelle non seulement pour la France mais pour l'Europe tout entière, et la présence française de Casablanca à Bizerte est une nécessité vitale de tout avenir européen.

Nos camarades allemands ont été souvent mal informés sur les dessous du drame marocain. Ils n'ont pas su que les nationalistes marocains extrémistes avaient eu en cette affaire de singuliers alliés et de singuliers bâilleurs de fonds. Les émeutes du Maroc ont montré les agitateurs spécialisés directement payés par Moscou travaillant en liaison avec les éléments extrémistes marocains, les communistes appuyant de toutes leurs forces les émeutes sanglantes anti-européennes. Les extrémistes marocains ont été alimentés non seulement par des fonds arabes proprement dits mais par des fonds des Syndicats américains d'origine juive et distribués par les Juifs. En France, les appuis qu'a trouvés l'extrémisme marocain se situent également dans les milieux antifascistes judéo-marxistes et la réunion de protestation la plus importante en leur faveur a été organisée par la Ligue des Droits de l'Homme d'obédience strictement maçonnique, sous la présidence de M. Kahn. La Ligue Arabe elle-même ne semble pas avoir vu clairement que si la France avait alors perdu le Maroc, elle l'aurait perdu non pas au profit des populations arabes, mais au profit d'une domination juive et communiste.

En général, nous avons pu constater également que nos camarades étrangers connaissaient mal la situation réelle du Maroc et ses problèmes propres. Il a été utile de leur expliquer que la population du Maroc est pour plus de 90 % une population agricole et que l'administration française a apporté à cette population agricole les quatre biens les plus importants pour elle : elle l'a affranchie de la tyrannie et des exactions féodales, elle a assuré des conditions de vente régulière et sûre pour ses produits, elle a mis à sa disposition des terres nouvelles et des conditions inconnues de prospérité par ses immenses travaux d'irrigation, elle a créé des moyens de transport et de circulation. Cette population agricole, bien loin d'être mécontente de la gestion française, a une reconnaissance réelle pour ce que nous avons fait. La minorité qui appuie les extrémistes et les communistes est la minorité brutalement transplantée par les Américains en 1942 : ceux-ci eurent besoin, dès leur arrivée, de nombreux manœuvres auxquels ils offrirent des salaires très élevés, ils provoquèrent ainsi un brusque afflux sur les villes, puis licencièrent ce personnel aussi brutalement qu'ils l'avaient appelé. Ce déracinement a eu pour résultat la création d'un prolétariat indigène qui n'a pas toujours pu être reclassé. C'est ce prolétariat misérable qu'on retrouve dans les coups de main. Mais cette minorité n'est pas, au fond, nationaliste. Elle a les réflexes violents et désespérés d'un prolétariat réduit à la misère par les opérations insensées et égoïstes d'un capitalisme d'autant plus destructeur qu'il n'est pas chez lui. En fait, les extrémistes se recrutent surtout parmi les intellectuels arabes. Mais leur nombre est peu élevé. L'Istiqlal avait beaucoup d'argent, des appuis importants, mais il n'avait pas de troupes. C'était une opération montée de l'étranger. La preuve en est que l'éloignement du Sultan n'a provoqué aucun trouble notable. Les extrémistes n'ont pas pu réunir plus de quelques centaines de personnes dans la rue.

Nous avons donc tenu à dire à nos camarades étrangers que les éléments nationaux en France avaient approuvé la politique que le gouvernement français s'était décidé à appliquer au Maroc sur l'instigation du Maréchal Juin, et que cette

politique nous paraît conforme aux intérêts de la France en Afrique du Nord et aux intérêts de l'Europe tout entière.

Cela ne veut pas dire que l'action de l'administration nous paraisse parfaite. Il y a certainement bien des réformes à accomplir et nous désirons très vivement recevoir sur ce point les avis de nos camarades français d'Afrique du Nord et de nos camarades marocains. Il y a certainement aussi bien des abus à réprimer. Mais il est dangereux de traiter de telles matières dans l'ignorance de ce qui se passe sur place. Nous sommes tout à fait d'accord, par exemple, pour que les Marocains soient associés le plus largement possible à l'administration du Maroc. Encore faudrait-il savoir que dans tous les concours de recrutement ouverts aux jeunes Marocains pour entrer dans l'administration, on constate une carence grave et souvent totale des candidats. Gardons-nous donc d'inventer lorqu'il s'agit de réformer ce qui se passe loin de chez nous. Et laissons à des hommes d'une honnêteté éprouvée et d'un certain sens politique le soin de nous suggérer ce qui peut être fait raisonnablement dans le sens d'une collaboration loyale des Français et des Marocains. Nous sommes convaincus que l'avenir des populations arabes au Maroc et en Tunisie est lié indissolublement à la présence française et à la collaboration féconde que peuvent apporter tous les éléments européens sur les terres où flotte notre drapeau. Nous répudions le vieil esprit colonialiste et nous souhaitons que les carrières soient largement ouvertes à la jeunesse musulmane et que des réformes profondes et sincères témoignent aux Musulmans de notre profond désir d'amitié et de justice. Nous mettons en garde tous les Musulmans et les Arabes contre les plans auxquels pourrait donner naissance la dépossession de la France : il est à peu près certain aujourd'hui que si la France perdait l'Afrique du Nord, ce ne serait pas au profit de l'Islam, mais sans doute au profit des pires ennemis de l'Islam.

En tous cas, ne perdons pas de vue cette vérité première : il n'y a pas d'Europe possible si cette Europe n'est pas appuyée sur l'Afrique française et, notamment, sur l'Afrique du Nord française. Il n'y a pas une vocation coloniale de la France et une vocation européenne de la France. Tout ce que nous rêvons en Europe est chimère, si nous devions perdre un jour le contrôle de ces territoires qui nous sont stratégiquement et économiquement indispensables. Disons-le donc clairement à nos amis du Proche-Orient : leur rêve d'un empire arabe qui s'étendrait de Casablanca à Bahrein est un rêve d'intellectuel, qui ne correspond pas aux faits et qui n'a aucune chance de se réaliser. Soutenir de tels rêves, c'est faire, sans s'en rendre compte, le jeu de ceux qui veulent asservir l'Europe aussi bien que le Proche-Orient.

La question de la Sarre

Plusieurs de nos lecteurs nous ayant demandé quelle était notre position sur la question de la Sarre, je désire faire, ici, une réponse toute personnelle et qui n'engage que moi.

Je ne comprends pas qu'il y ait une question de la Sarre. Entre un gouvernement français qui se déclare disposé à créer une communauté européenne et un gouvernement allemand qui déclare avoir les mêmes intentions, je ne comprends pas comment il peut se poser une question territoriale. Qu'est-ce que cela peut nous faire que les poteaux frontières passent à tel ou tel endroit, si nous sommes sincèrement décidés à ce que, dans dix ans, il n'y ait plus de poteaux frontières ? Qu'est-ce que cela peut nous faire que la Sarre soit « rattachée à l'économie française », si nous travaillons sincèrement à ce que, dans dix ans, il n'y ait plus une économie française et une économie allemande, mais une seule économie européenne ? Est-ce que l'usufruit économique de la Sarre pendant dix ans vaut la peine qu'on sème des germes de mécontentement qui risquent de compromettre des projets beaucoup plus vastes et beaucoup plus fructueux pour toute l'Europe ? Ou alors, tout ce que nous faisons, tout ce que nous disons, n'est-ce que de l comédie, et avons-nous secrètement l'intention qu'il y ait encore, dans dix ans, des frontières infranchissables, des économies étanches, et des rivalités pour l'hégémonie politique et économique entre l'Allemagne et la France, apparemment réunies en une seule communauté, mais en fait séparées et rivales comme elles le furent trop souvent dans le passé ?

Si l'on pose la question sur un tout autre plan, je dois dire avec regret que je ne suis pas plus satisfait des raisons avancées par le gouvernement français. Avons-nous un droit sur la Sarre ? La réponse est esquivée par le gouvernement français, car il est clair que nous n'avons aucun droit historique sur un pays de langue allemande, de race allemande, de passé allemand. Le gouvernement français se borne à plaider que la Sarre lui est économiquement nécessaire et que, d'autre part, c'est l'économie française qui est normalement le complément de l'économie sarroise, que seuls les échanges avec la France apporteront la prospérité à la Sarre. Quelles opérations ne peut-on faire avec ce raisonnement ? Pourquoi ne pas donner tout de suite Trieste à la Yougoslavie si un tel raisonnement doit fixer les frontières ? Comment reprocher à l'Allemagne son annexionisme dans le passé, si nous erigeons nous-mêmes un principe qui légitime toutes les annexions ?

Bien sûr, nous n'annexons pas la Sarre. Mais ce que le gouvernement français appelle l'Européisation de la Sarre est, en fait, le détachement de la Sarre de l'Allemagne. Au profit de la France. Nous évitons ce vilain mot d'annexion, mais finalement l'Allemagne perd une province. Et pourquoi perd-elle une province ?

Parce qu'elle a été vaincue. Il n'y a pas d'autre explication. Malgré tous nos discours sur l'Europe, nous retombons donc dans l'antique système qui veut que le vaincu soit dépouillé. Le vaincu est ici dépouillé poliment, mais il est dépouillé tout de même. L'Allemagne perd la Sarre à la suite de sa défaite de 1945, comme nous avons perdu l'Alsace-Lorraine à la suite de notre défaite de 1870. Est-ce là cet esprit nouveau que nous avions promis d'introduire dans les affaires européennes ? Est-e qu'il n'y a pas une contradiction à proposer, d'une part, des mesures qui sont les prémices d'une communauté pour l'avenir et à soutenir, d'autre part, des revendications qui sont un héritage direct des méthodes du passé ?

On dit que les Sarrois sont d'accord. Je me défie de ces Sarrois auxquels on interdit de voter librement et dont on nous dit ensuite qu'ils se sont déclarés d'accord avec nous. C'est précisément le genre de consentement dont une grande nation ne devrait pas se réclamer, à moins qu'elle ne fonde sa politique sur le cynisme impérialiste des grandes époques.

Je regrette qu'au commencement d'une politique qui comporte, qu'on le veuille ou non, une association loyale avec l'Allemagne, le gouvernement français commence par filouter la baraque installée sur le mur mitoyen. Nous aurons ce que nous voulons, c'est entendu. Le chancelier allemand sera sans doute assez sage pour trouver un terrain d'accord dans une difficulté dont une partie du Parlement français regarde la solution comme une condition préalable à la ratification de la communauté de défense. Seulement, c'est avec ces discussion aigres-douces sur la dot qu'on commence les mauvais mariages. Et j'avoue que je regrette aussi qu'il ne se soit pas trouvé un député français pour demander publiquement, fût-ce dans un silence glacial, que la France renonçât, en faveur de la nécessaire réconciliation franco-allemande, à faire valoir le intérêts économiques qu'elle peut avoir dans le territoire sarrois.

M. B.

Les salaires en France

Nous avons donné dans notre précédent numéro notre appréciation sur les grèves de cet été, sans cacher ce que ce mouvement avait eu de spontané et les leçons qu'il convient de tirer de cette adhésion populaire. La raison profonde doit en être cherchée dans l'inégalité de la répartition du revenu national, et, en particulier, dans le niveau moyen des salaires avec lesquels doit vivre la moitié des Français.

Cette question capitale sur laquelle il était très difficile de porter un jugement, muni de renseignements forcément fragmentaires et approximatifs, et que semblait obscurcir à plaisir le dialogue de sourds que poursuivent sans trêve syndicats ouvriers et patronaux, le bulletin hebdomadaire de l'Institut National de la Statistique du 12 septembre 1953 vient de l'éclairer d'un jour cruel et ce qu'il révèle est proprement scandaleux.

L'I.N.S. publie, en effet, le chiffre des salaires payés en 1951 à 8 millions de salariés de l'industrie et du commerce privés ainsi que des entreprises nationalisées. Ces chiffres sont absolument irréfutables car ils résultent des déclarations de salaires établies par les entreprises : au surplus, ils n'ont fait l'objet d'aucune contestation de la part des organisations patronales. Voici ces chiffres qui, dans leur sécheresse, sont plus éloquents que bien des discours de nos politiciens « sociaux » :

Pour 8.085.000 salariés, la masse des salaires bruts déclarés en 1951, c'est-à-dire avant déduction de la cotisation ouvrière de Sécurité sociale et éventuellement, des retenues pour la retraite, s'élève à 2.560 milliards, ce qui donne un salaire mensuel moyen de 26.400 francs.

Pour apprécier ce chiffre à sa juste valeur, il n'est pas nutile de tenir compte de ce que parmi ces 8 millions de salariés, il y a plus de 500.000 cadres dont le salaire mensuel moyen peut être évalué, à environ 60.000 francs.

En outre, si l'on analyse de plus près la statistique de l'I.N.S., on est amené à faire les constatations suivantes :

Le niveau des salaires payés dans les entreprises nationalisées, eau, gaz, électricité, charbonnages, chemins de fer, banques et assurances qui groupent environ 1.300.000 salariés, étant sensiblement plus élevé que dans les entreprises privées puisqu'il s'échelonne entre 30.000 et 40.000 fr. par mois, relève assez sensiblement la moyenne générale.

En fait, le salaire moyen des 6.800.000 travailleurs de l'industrie et du commerce privés en 1951 est de 25.000 fr. et, si l'on déduit la cotisation ouvrière de Sécurité sociale, de 23.000 fr. par mois, ce qui correspond au salaire minimum que réclament actuellement les syndicats et que refuse le patronat.

Une analyse plus poussée des chiffres de l'I.N.S. montre, en outre qu'à l'exception des salaires traditionnellement plus favorisés de la métallurgie, de la mécanique et des industries chimiques dont le salaire moyen est d'environ 30.000 fr. par mois, la situation des salariés des autres branches de l'industrie et du commerce est généralement lamentable et même, dans certains cas, misérable. Il nous suffit de citer à cet égard le cas des travailleurs de l'Habillement, des Cuirs et Peaux, du Bois et de l'Ameublement dont le salaire moyen en 1951 était largement inférieur à 20.000 fr. par mois et descendait même pour l'Habillement à 16.800 fr. par mois. Ces trois industries représentent plus de 600.000

salariés dont la situation matérielle, en raison de la crise qui frappe leurs entreprises depuis plus d'un an, n'a pu que s'aggraver.

Certains ne manqueront sans doute pas d'objecter que les chiffres que nous venons de citer sont vieux de deux ans, et que, depuis 1951, diverses augmentations de salaires sont intervenues, par application de conventions collectives ou d'accords particuliers.

Nous ne le contesterons pas ; nous ferons seulement remarquer que ces hausses de salaire n'ont eu que peu d'incidence sur le salaire mensuel moyen en raison de la crise qui s'est abattue sur certaines industries, telles que l'industrie automobile dont l'activité tend à redevenir saisonnière ou telles que l'industrie textile qui est, sans doute, la plus atteinte de toutes les industries françaises par le chômage partiel.

Le Bulletin de septembre de l'I.N.S. donne d'ailleurs des précisions intéressantes sur l'importance et l'évolution du chômage partiel pendant les 7 premiers mois de 1953. Il ne nous est pas possible évidemment de les commenter ici en raison de la place mesurée dont nous disposons. Nous dirons simplement que le nombre des salariés travaillant moins de 40 heures a doublé cette année, par comparaison avec ce qu'il était en 1951 et que la durée hebdomadaire moyenne du travail qui dépassait sensiblement 45 heures en 1951 a oscillé entre 40 et 42 heures pendant les 6 premiers mois de 1953.

On admet, généralement, en l'absence de chiffres précis, que ce ralentissement de l'activité économique française réduit à 5 % l'augmentation moyenne des salaires par rapport à 1951 et que dans les industries touchées par la crise, automobile, cycle, mécanique, textiles, pour lesquelles l'année 1951, fut, comme pour l'ensemble de l'industrie française, une année de prospérité, les salaires ont, en fait, très sensiblement baissé.

Le « Bulletin de Paris » édité par la Revue « France-Documents » dont les attaches avec le patronat sont connues, nous apprenait d'ailleurs, il y a quelque temps, que le C.N.P.F. lui-même reconnaissait que près de 2 millions de salariés sur 8 recevaient une rémunération voisine du minimum garanti. Cela n'a d'ailleurs pas empêché le patronat de s'opposer récemment à la revalorisation de ce minimum. Aussi avons-nous accueilli avec quelque scepticisme les propos édifiants tenus au début du mois par ses représentants aux Journées Sociales des Indépendants, préconisant une politique de hauts salaires conditionnée selon eux par le retour à un libéralisme expansif.

De tels propos ont une saveur particulièrement amère lorsqu'on rappelle que dans une industrie que nous connaissons bien, l'industrie textile qui, en 1951, était en pleine prospérité et n'était entravée par nul autre dirigisme que le dirigisme des prix que lui imposaient ses propres organisations professionnelles, le salaire mensuel moyen était de 22.000 fr.

C'est pourquoi, nous disons ici, sans crainte d'être taxés de complaisance pour le régime et pour ses hommes, car notre position à son égard est suffisamment connue, que, quelles que soient la part de l'anarchie et de la corruption qu'il a engendrées, dans le désordre social dont les salaires actuels sont la preuve accablante, quelle que soit l'effarante carence des syndicats dit « libres » qui n'ont vraiment jamais combattu que pour défendre la situation privilégiée des salariés des entreprises étatisées dont leurs hommes sont les prébendiers, les responsabilités du capitalisme conservateur essoufflé et entretenu du reste par l'étranger sont encore plus grandes que celles du régime.

A certains, nous disons, et cela nous est égal que l'on nous réponde que ce n'est là qu'une phrase qui traîne dans toute la presse de gauche, qu'aucun ordre politique ne peut être instauré dans le désordre social. Dans la mesure même où ces deux désordres sont liés, le plus sûr moyen de lutter contre le désordre politique né de la démocratie parlementaire, c'est de combattre avec le peuple, partout où cela est possible, le désordre social engendré par un système économique qui n'a jamais su répartir équitablement les fruits de la production et dont il n'est plus certain qu'avec ses structures actuelles, il soit même capable de produire.

Pierre MAYENNE.

Feues les ambassades

En ce mois des morts, nous pleurerons opportunément sur la carrière diplomatique, dont trois écrivains viennent de confirmer le décès.

A tout seigneur, tout honneur. Roger Peyrefitte remporte, avec « La fin des ambassades » (1), un succès de librairie considérable.

Succès littéraire ? Sans doute. En huit ans, M. Roger Peyrefitte a signé huit ouvrages dont aucun n'est négligeable. « On vous lira encore dans cent ans », lui écrivait André Gide après la révélation des « Amitiés particulières ». Les applaudissements du jour ne font pas de lui un insoucieux de l'avenir. De « Mademoiselle de Murville », à « La mort d'une mère », des « Ambassades » à ses itinéraires italiens, il n'a fait qu'affermir cette réputation de styliste impeccable, que lui avait valu, d'emblée, son premier livre.

Ce sens de la perfection formelle, il le doit à sa vaste culture gréco-latine, à ses rapports constants avec le dix-huitième siècle français. Languedocien féru de romanité, il ignore le monde anglo-saxon comme le monde slave. Il se sent profondément et exclusivement français et méditerranéen. Il passe plusieurs mois de l'année en Sicile. Dans son rez-de-chaussée parisien, il a rassemblé souvenirs de voyages et souvenirs de famille, statuettes et bijoux antiques, portraits de princes et chandeliers d'argent.

Il se lève tard, déjeune à deux heures de l'après-midi. Le soir venu, pour se fouetter l'esprit, il lit une page de Voltaire. Puis il commence à travailler. L'imagination pure n'a aucun intérêt pour lui. Exception faite pour « Le tour du monde en 80 jours », il n'a jamais pu, quand il était enfant, terminer la lecture d'un livre de Jules Verne. Seul le vrai l'inspire. Il brode sur le réel. Pour « Les ambassades », il avait utilisé la matière de cent-vingt-six petits carnets remplis de notes et de remarques. Son nouveau roman lui a coûté deux ans de travail. Cinq fois il l'a écrit.

✦

C'est sa qualité littéraire qui vaut à ce livre, de portée politique, d'être si largement apprécié. Ce qu'il raconte, nous le savions généralement, mis à part le destin malheureux de l'exemplaire original du traité de Versailles. Mais M. Roger Peyrefitte a su rapporter avec art, fantaisie, esprit les événements qui, de 1939 a 1945, nous ont ballottés. Son livre est un roman parce qu'il relate l'histoire de Georges de Sarre entre ces deux dates, ses avatars et ses aventures ; parce que, autour de Georges de Sarre, héros principal, évoluent des personnages quelquefois imaginaires. Il est aussi une autobiographie parce que Georges de Sarre se confond souvent avec M. Roger Peyrefitte. Il est, enfin, une chronique parce que l'action se déroule dans un vaste décor, qui est celui de l'histoire.

C'est ce côté « chronique », qui provoque ces remous dont, depuis deux mois bientôt, gouvernants et citoyens s'entretiennent.

Tout le monde parle de Mlle Crapote. Tout le monde en parlait avant même la publication de « La fin des Ambassades ». L'hebdomadaire Rivarol avait annoncé que, sous ce pseudonyme, M. Roger Peyrefitte mettrait en cause Mme Georges Bidault. Il n'en est rien ! protesta aussitôt M. Peyrefitte. « Mlle Cra-

---

(1) Flammarion, éd.

pote ne saurait exister dans une France digne de ce nom. Mlle Crapote est un personnage de roman et Mme Bidault est un personnage de l'histoire. Mlle Crapote est une usurpatrice de l'héroïsme et Mme Bidault est une vraie héroïne. Mlle Crapote est profondément ridicule et Mme Bidault profondément respectable. Mlle Crapote est une pauvre fille et Mme Bidault est une grande dame. Mlle Crapote est un monstre d'ingratitude et Mme Bidault est une providence. Mlle Crapote a fait condamner à mort par contumace l'ambassadeur Rochat et Mme Bidault lui a sauvé la vie. Mlle Crapote n'était qu'une arriviste, Mme Bidault est arrivée. »

Malgré ces dénégations, le Quai d'Orsay diffusait, le 23 septembre, un communiqué auquel on avait voulu donner une alllure vengeresse et qui n'était qu'agressif. Quelques journaux ont eu le courage de s'indigner. « Jeter en pâture à l'opinion publique le dossier d'un ex-fonctionnaire, parce que celui-ci, devenu écrivain, manie le fouet de la satire, ce sont là, à écrit « Nice-Matin », des mœurs de basse police qui doivent provoquer l'indignation de tous ceux qui, dans ce pays, attachent encore un sens et un prix au mot liberté. »

M. Roger Peyrefitte a, d'abord, accueilli le communiqué comme Georges de Sarre accueillait les foudres téléphoniques de Mlle Crapote. Par un grand éclat de rire. M. Peyrefitte a été révoqué sans pension le 24 février 1945, claironnait le communiqué. « As-tu bien compris ce que signifiait ce mot terrible : « Sans pension » ? interroge l'intéressé. C'est le fer rouge au front de quelqu'un, dans un pays comme le nôtre. « Sans pension ! » c'est le « Sans dot » de l'Avare. Cela veut dire qu'on est sans honneur, sans mœurs, sans religion et presque sans patrie. « Sans pension ! » On a dû frissonner de ces mots au cabinet du ministre. Une telle atrocité prouve du reste qu'aucune femme, surtout aucune femme élégante, ne peut y avoir eu part. Encore moins un bedeau. »

Puis, on a appris que, sur le plan parlementaire, M. Jacques Isorni, député de Paris, posait à M. le ministre des affaires étrangères une question embarrassante. On sait maintenant que, sur le plan administratif, un procès va s'engager. M. Roger Peyrefitte se prépare de joyeux lendemains. Il est assez sûr de lui, déjà, pour écrire : « Il ne faut pas beaucoup d'esprit pour briser des sabres de bois. »

M. Georges Bidault s'en est pris à plus fort que lui. Il a voulu que Mlle Crapote soit sa femme. Il y a réussi. La France entière, désormais, le croit et rit du même rire que M. Peyrefitte. Le monde entier le saura bientôt, puisque « La fin des ambassades » est, paraît-il, envoyée par le service des œuvres à tous nos représentants à l'extérieur, avec la consigne de ne pas lire et de ne pas faire lire ce livre abominable. Mais en affirmant de si intempestive façon ce que l'auteur s'obstinait à démentir, M. Bidault s'est fermé, dit-on, les portes de l'Elysée. La France n'aura pas son Président Crapote.

◆

Bon gré, mal gré, M. Roger Peyrefitte se trouve donc vilipendé, honni par un certain clan politique. Par tous ceux, plus exactement, qui ne tolèrent pas la vérité, même sous sa forme plaisante. M. Peyrefitte est un bon élève de Voltaire. Il ne croit pas à grand chose, sinon à la liberté, à la sincérité et à quelques sentiments intimes. « O divin scepticisme, lisait-on dans « Les ambassades », qui te ramènera parmi nous ? » Il raille avec distinction, mais il se moque de presque tout, et d'abord de lui-même, quand il se revoit paradant devant l'objectif, en unifome de secrétaire d'ambassade, replet, guindé, monoclé. Lucidité et ironie sont toujours chez lui en éveil.

« Rions enfin d'une époque qui n'a fait que trop pleurer... » Il s'en est donné à cœur joie. Ce qu'il a surtout retenu, c'est le côté grotesque de cette

époque : certaines puérilités du gouvernement de Vichy, les excès de la collaboration et de la résistance, de la libération et de l'épuration. Il a le goût du détail piquant, ridicule, scandaleux. Rien ne trouve grâce à ses yeux. Ni personne. Mlle Crapote est sa principale, non sa seule victime. M. Paul Claudel, le comte Clauzel, Jean Giraudoux, M. Léon Noël sont joliment égratignés. Voyez M. Charles-Roux attendant d'être reçu, en 1944, par Mlle Crapote, nommée directeur-adjoint au cabinet du ministre des affaires étrangères :

« Son torse se bombait avec plus de morgue qu'à l'hôtel du Parc. Sur son visage fleuri, s'épanouissait le sourire. Sans doute s'y reflétait la joie que l'honneur jadis ambitionné par lui d'être le dauphin du maréchal, lui eût été épargné. Il n'était aujourd'hui que plus joyeux et ne se sentait que plus honoré de venir faire sa cour à la dauphine de la quatrième république. »

Il faudrait citer bien d'autres passages. Il faut lire tout le livre. Derrière chaque page se fait entendre, plus ou moins fort, l'harmonica des dernières lignes, « cette petite musique qui se moquait de tout ».

Pourtant, çà et là, furtivement, l'auteur se fait sérieux. Son portrait de M. de Brinon ressemble fort à une réhabilitation. Et l'impertinence avec laquelle il parle du maréchal Pétain ne l'empêche pas d'écrire, relatant l'entrée à Paris du général de Gaulle :

« Son triomphe eût été complet, s'il avait pu descendre les Champs-Elysées, la main dans la main, avec le vieux maréchal qui, lui aussi, d'une autre façon, avait sauvé la France. Les hommes de Londres et d'Alger la libéraient, mais les hommes de Vichy leur permettaient de la retrouver encore debout, riche encore, jeune encore : ses épreuves physiques, matérielles et morales avaient été grandes, mais infiniment moindres que si, avant d'être délivrée par le général de Gaulle, elle avait été piétinée par un gauleiter. »

Ce sont là des lignes fermes, écrites sans accompagnement d'harmonica. Signifient-elles qu'il arrive parfois à M. Peyrefitte de ne pas rire d'une époque, qui a porté en elle beaucoup d'espoirs et nous vaut tant de tristesses ?

◆

Rentrant d'Athènes, Georges de Sarre ne donnait déjà plus de sens au mot d'ambassade. « Il n'y a plus de carrière, remarque-t-il en 1942 : il n'y a que la France dépouillée, saignée ». Aujourd'hui rien n'a changé.

Que la diplomatie soit morte : Georges de Sarre et Roger Peyrefitte sont rejoints, autour de cette évidence, par le comte de Saint-Aulaire et Sisley Huddleston.

Le comte de Saint-Aulaire est le doyen de nos ambassadeurs. Ecrivain trop discret, il a consacré à « Mazarin », à « Richelieu », à « Talleyrand » aussi bien qu'à « l'Empereur François-Joseph d'Autriche » de remarquables ouvrages. Il publie aujourd'hui ses souvenirs (2). Ce gros livre de 800 pages déborde de vie, d'esprit, de finesse. L'auteur nous entraîne, à sa suite, dans ses voyages de jeune « courrier de cabinet », puis en Amérique du Sud, puis au Maroc, à Vienne, en Roumanie, en Angleterre. Il nous fait vivre ou revivre aux côtés des grands hommes qu'il a connus et avec lesquels il a souvent travaillé, les difficultés que souleva notre installation au Maroc, la guerre vue de Bucarest, la paix vue sous l'angle des relations franco-britanniques. La longue expérience du comte de Saint-Aulaire aboutit au constat suivant :

« La diplomatie que j'ai connue, la diplomatie des diplomates n'existe plus. Tout le monde voit que les diplomates professionnels sont dépouillés de leurs attributions essentielles :

---

(2) Dunod, éd.

« 1° De l'information par les agences et les correspondants de presse, plus nombreux, mieux outillés et plus solidaires entre eux. Déjà, de mon temps, les diplomates en recevaient plus de renseignements qu'ils ne leur en donnaient. Mais ils leur donnaient des instructions tandis que, maintenant, me dit-on, ils tremblent devant eux.

« 2° De la négociation par la conférence, quasi permanente, des chefs de gouvernement à l'O.N.U. ou ailleurs. C'est ce qu'on appelle évoquer les grands problèmes à « l'échelon supérieur », c'est-à-dire le plus bas, le plus démagogique en régime parlementaire.

« 3° De la représentation, même avec des frais dits « de représentation » beaucoup plus élevés qu'au temps où la France était riche. Avec la facilité des communications, la fréquence des tournées de conférenciers et de troupes théâtrales ne laisse aux « représentants de la France » que leur place au parterre.

« D'ailleurs, la diplomatie n'existe plus dès que les relations internationales sont commandées, non par l'opposition ou la solidarité des intérêts, mais par celles des régimes et des idéologies. En ce dernier cas, ce n'est plus de la politique extérieure, mais de la politique intérieure à l'étranger. »

Sisley Huddleston était un journaliste-né. Anglais d'origine, Français d'adoption, il a beaucoup voyagé, beaucoup vu, beaucoup écrit, beaucoup pensé. Quand il est mort, brutalement, dans son moulin normand de Saint-Pierre-d'Autils, le 14 juillet 1952, il venait d'achever un livre sur « La diplomatie populaire », encore inédit et dont la revue belge « Synthèse » (3) a récemment publié un chapitre.

Partant de cette définition : « La diplomatie est l'art de faire juste ce qu'il faut et pas plus qu'il ne faut pour atteindre des objectifs nationaux qui seront, suivant le cas, plus ou moins limités », à quelles conclusions parvient-il ?

Il enregistre l'avènement des masses dans l'histoire. « Nos difficultés ont commencé du jour où la discussion et la direction des relations extérieures ont passé des mains des diplomates instruits et compétents à celles des politiciens dépendant de l'acclamation populaire et à un public incapable de prévoir et ignorant des conséquences probables des décisions dont il a trouvé la justification dans ses préjugés, dans ses passions et (pour être tout à fait équitable) dans un sens mal placé de la justice. »

La diplomatie a abdiqué devant l'ignorance des foules. C'est la « diplomatie populaire », qui repose sur les passions incontrôlées de la masse. « Or, la diplomatie populaire est la négation de la diplomatie. Elle est ignorante des réalités, sans prévoyance, déraisonnable, passionnée, apte seulement à détruire. Si elle remporte des victoires, elle ne sait pas en tirer parti. Une fois la diplomatie populaire en selle, la diplomatie ne peut que s'embourber. »

Le manuscrit de Sisley Huddleston sera-t-il prochainement édité? On le souhaiterait pour l'honneur de notre pauvre siècle. Et on souhaiterait que son succès vînt renforcer, chez les lecteurs du comte de Saint-Aulaire et de M. Royer Peyrefitte, le désir de la réaction salutaire.

Combien de temps encore pèsera-t-elle sur nous, la malédiction de sir Edward Grey, qui prophétisait en 1914 : « Les lampes vont s'éteindre sur l'Europe entière... Notre époque ne les verra pas se rallumer » ?

Louis GUITARD.

---

(3) « Synthèses », juillet 1953, dépositaire à Paris : Presses Universitaires de France.

Un lecteur nous écrit

« Abonné à « Défense de l'Occident », depuis son premier numéro, j'ai toujours suivi avec attention et intérêt vos prises de position, tant sur les problèmes de politique intérieure que sur ceux de politique extérieure.

« Toutefois, en dépit de la forme de certains de vos arguments, je n'ai pu me rallier aux solutions que vous préconisez pour assurer la sécurité du Continent. J'ai cru bon de formuler les réserves que m'inspire votre tentative de constituer une troisième force, qui modifierait radicalement les données du dialogue Est-Ouest. Ces réserves ne prennent à mes yeux quelque valeur que dans la mesure où elles sont, précisément, partagées par un grand nombre de nos camarades ; c'est la raison pour laquelle j'ai cru opportun de vous les faire connaître.

« INDEPENDANCE EUROPEENNE

« Certes, l'Europe doit être libre, mais cette liberté ne saurait être le produit exclusif d'une simple affirmation politique, elle ne peut résulter que d'une évolution progressive, plus ou moins rapide, des structures politiques, diplomatiques, économiques et militaires.

« Faute de reconnaître la nécessité d'une période de reconversion (reconversion par rapport à la politique dite de Yalta-Postdam), on risque, bien que pour des mobiles différents et opposés, de s'en venir grossir les rangs du camp « neutraliste », dont le vrai nom est cryptocommunisme.

« La suzeraineté américaine n'est pas de notre goût, mais il ne faut pas oublier que la politique est l'art du possible. Rompre les liens qui nous subordonnent à Washington est actuellement impossible, même si l'on fait abstraction du déficit structurale de notre balance des comptes. Il ne faut pas oublier que l'Europe n'est qu'une virtualité ; en quittant le Système Atlantique, nous renoncerions par là-même à la sécurité de notre patrie commune.

« Où trouverions-nous la force aéro-navale susceptible de flanquer le Front européen depuis les bases de Scandinavie et d'Anatolie ?

« Ce qui préserve actuellement la paix, c'est beaucoup plus la menace qui pèse sur l'U.R.S.S. d'opérations combinées en Mer Blanche, en Baltique, et en Mer Noire, que l'éventualité d'une défense linéaire sur l'Elbe ou le Rhin. La Russie n'est vulnérable que par ses insertions maritimes. Toutes les opérations conduites contre le « ventre mou » de la Russie seront, comme par le passé, vouées à l'échec, les exemples de Charles XII, de Napoléon et de Hitler sont là pour nous le rappeler.

« Or, la création d'une arme aérienne et navale et de la force amphibie qu'elle implique demande des dizaines de milliers de milliards et plusieurs années d'un travail forcené, pendant lesquelles l'Europe se doit de disposer de forces de couverture, qui, présentement, ne peuvent être qu'anglo-saxonnes. On ne peut oublier que les armées soviétiques s'élevaient, le 22 juin 1941, à la force de

170 divisions d'infanterie, 33 divisions de cavalerie et 46 brigades blindées. Or, il est vraisemblable que quantitativement et qualitativement les forces soviétiques d'aujourd'hui sont supérieures à celles d'hier. Dans ces conditions, l'on imagine mal, que les choses étant ce qu'elles sont, les seuls moyens dont disposent, présentement, les puissances européennes puissent suffire à assurer la sécurité du continent européen.

« Cette donnée de l'expérience, acquise et admise, on doit tirer les conséquences logiques de cette nécessité impérative d'avoir recours à des puissances d'outre-mer pour subvenir à notre défense.

« Cet état de chose ne peut manquer d'entraîner une certaine sujétion à l'égard des Etats-Unis ; c'est fâcheux, certes, mais ce n'est là que le beau fruit de la politique de l' « unconditionnal surrender » dont nous savons que ceux qui la conçurent et l'appliquèrent n'étaient pas précisément des Européens. Mis en face d'une politique qui ne fut pas la nôtre, nous sommes néanmoins contraints, que nous le voulions ou non, d'en subir les inéluctables effets.

« La leçon de Torgau ne doit pas être perdue non plus. Le mot d'ordre « Contre le Front Rouge et la Réaction » ne vaut qu'à usage interne, transplanté en politique étrangère, il conduit au désastre, à cette année terrible, où il n'y eut, après cinq ans de lutte, pour l'Allemagne et ses camarades européens que du sang et des larmes.

« IL NE FAUT PAS SE BATTRE SUR DEUX FRONTS, c'est une des grandes leçons que nous devons tirer de la dernière guerre.

« Ce n'est d'ailleurs pas la seule, l'armée européenne de demain ne devra pas être une armée de coalisés, mais bien au contraire une armée intégrée.

« LA RECONCILIATION FRANCO-ALLEMANDE

« La persistance d'une armée française nationale, si l'on admet le principe d'une nouvelle vocation nationale, ne peut conduire qu'à l'exaltation du chauvinisme le plus anachronique.

« Une armée nationale ne peut trouver sa raison d'être que si elle a à remplir des missions qui lui sont dictées par l'instinct de conservation ou d'expansion de la communauté nationale. Or, dans une Europe libre et indépendante, l'instinct de conservation et d'expansion de la communauté nationale se confond avec celui de la communauté continentale. Les périls que redoute le citoyen européen ne menacent pas les frontières de sa nation, mais celles du continent. A une fonction commune doit correspondre un organe commun.

« Ceci pour plusieurs raisons.

« L'opposition la plus vigoureuse que suscite la notion de défense européenne, vient des tenants des armées nationales. Il faut donc que nos efforts portent sur le point de plus grande réticence. Cette résistance surmontée et elle n'est pas près de l'être, nous pourrons, alors mettre l'accent sur le caractère pluraliste de l'armée européenne, nous inquiéter de maintenir, dans chaque contingent national, les traditions militaires qui lui sont propres. On pourrait, à cet égard, s'inspirer du bel exemple britannique qui nous montre qu'un régiment peut, en recrutant, dans le même comté, depuis le quinzième siècle, maintenir son caractère propre, ses uniformes, ses chants, ses usages, parfois même sa langue.

« Des raisons de tactique politique ne militent pas seules, en faveur d'une armée intégrée, il faut y ajouter celles d'ordre technique.

« La puissance offensive et défensive d'un chef de guerre, qui dispose d'une armée unifiée est incomparablement supérieure à celle des chefs d'une coalition. Il ne faut pas perdre de vue, que même en temps de guerre le facteur politique

reste dominant, tant il est vrai que la guerre n'est autre chose que la poursuite de la politique de paix par d'autres moyens. Précisément, le rôle de l'ennemi qui affronte des puissances alliées est d'obtenir quelques succès stratégiques, dont il poursuivra ensuite l'exploitation politique. La coalition porte en elle sa dissolution, comme la nuée porte l'orage. La position d'un chef de guerre est d'autant plus forte qu'il contrôle intégralement les forces dont il dispose ; cette vérité n'a jamais échappé à un belligérant isolé en face d'une coalition, il s'est toujours efforcé tout d'abord de la dissocier puis de la réduire.

« En 1914, les puissances centrales exploitent au maximum les difficultés de la Russie, pour la contraindre à une paix séparée, qu'elles obtiennent en 1917 ; en mars 1918, dans une antépénultième tentative pour arracher la victoire, les Allemands ébranlent le dispositif de défense franco-anglais, précisément à la charnière des deux fronts, dans l'espoir d'acculer French à la mer (dont ce dernier a reçu l'ordre du Cabinet de Guerre anglais, de ne pas se laisser couper, afin de rendre toujours possible un éventuel réembarquement) et de contraindre les Français à se retirer pour couvrir Paris. L'objectif allemand était clair : jouer sur le sentiment national qui pousserait l'un vers ses rivages insulaires et l'autre sous les murs de sa capitale, laissant entre les deux, un trou béant. Foch vit clair, mais pas Pétain qui préféra, le 24 mars, sacrifier sa liaison avec les Anglais pour défendre Paris. Ce qui importait, à cette heure là, c'était de sauver l'Alliance.

« De même on pourrait écrire l'histoire de l[a] dernière guerre, en disant comment se sont formées et défaites les coalitions. La défaite de l'Allemagne et de ses Alliées peut s'expliquer par l'infériorité organique de son système d'alliances. l'Axe Rome-Berlin et son prolongement extrême-oriental n'a guère existé que sur le papier ; en fait, chaque partenaire conduisit la guerre pour son propre compte, au détriment de la stratégie commune.

« L'adversaire aperçut tout de suite ce défaut de la cuirasse européenne.

« En novembre 1942 la guerre prend un nouveau tournant à la suite de l'effondrement du front roumain, qui provoque à son tour la retraite du C.S.I.R., qui quitte ses retranchements du front du Don pour éviter l'encerclement. Les maigres divisions allemandes disposées en soutien, ou en charnière sont balayées par l'impétuosité du flot soviétique. Une brèche de 200 km. est ouverte sur les arrières des défenseurs de Stalingrad.

« Une fois de plus l'ennemi avait fait porter tout son effort sur l'allié ou les alliés les moins résolus.

« Au même moment, en Afrique du Nord le débarquement américain s'efforce de créer une nouvelle situation politique susceptible d'influencer le gouvernement français et d'amener la défection de l'Italie. Dix mois suffiront pour obtenir ce dernier résultat.

« Faut-il rappeler les graves conséquences de la capitulation roumaine en septembre 1944, du dépôt des armes par les Finlandais, au mois d'août de la même année et, enfin, de la tentive hongroise qui ne fut prévenue que par un audacieux coup de force allemand.

« Ces difficultés, l'Allemagne ne les rencontra point chez les nationaux des puissances alliées ou même ex-ennemies qui servirent librement ou sous la contrainte dans son armée.

« L'incorporation de force, de Polonais, de Tchèques, de Danois, d'Alsaciens, de l'Orrains, de Luxembourgeois, d'Allemands du Banat, de Transylvanie et d'ailleurs ne posa jamais de problèmes au Haut-Commandement allemand, il en fut de même pour les unités flamandes, wallonnes, françaises, espagnoles, slovaques et croates placées sous l'autorité directe de l'O.K.W. et obéissant au règlement intérieur de l'armée allemande.

« L'Allemagne elle-même ne put soutenir la lutte pendant six ans qu'en mettant à profit la division de ses adversaires ; il fallut toute la résonnance des grands succès allemands et japonais, toute la maladresse de certaines agressions, pour que les ennemis de l'Allemagne songent à organiser et à imposer une stratégie planétaire. Le jour où toute possibilité de dissentiments entre les Nations-Unis disparut, le destin de l'Allemagne fut scellé.

« Je ne me cache pas qu'en mettant sur pieds une armée européenne, on laisse, précisément, en suspens le problème essentiel : à savoir l'unité dans la conduite politique tant de la préparation que de la poursuite de la guerre. Il est vraisemblable que toute formule d'Armée Européenne intégrée conduira, qu'on le veuille ou non, à concéder soit au généralissime, soit au G.Q.G. de très importants pouvoirs politiques.

« Cette nécessité de subordonner le Politique au Militaire peut fausser radicalement le sens de l'unité européenne, en privant le Haut-Commandement de l'indispensable perspective politique dans laquelle doit s'inscrire son action.

« Deux solutions, parmi quelques autres, sont possibles, l'instauration d'un pouvoir politique européen issu du pouvoir militaire, c'est ce que l'on pourrait appeler le processus de césarisation du pouvoir et l'institution d'un collège européen, indépendant des autorités nationales.

« La césarisation du pouvoir européen n'est guère souhaitable, non point dans la crainte du prestige autoritaire dont se pare habituellement le gouvernement des militaires, mais en raison du caractère imparfait d'un tel pouvoir qui ne rendrait pas compte de toute la réalité européenne.

« Préférable au pouvoir précédent, l'autorité collégiale n'est à l'heure présente pas possible. Pour la rendre telle, il faudrait au préalable dissiper les nuées de la politique de Strasbourg et combattre activement le chauvinisme national, qui masque la réalité authentique de la nation.

« L'EUROPE NATIONALE

« Si l'Europe Nationale nous paraît préférable à celle qui s'élabore péniblement à Strasbourg, son devenir n'en pose pas moins des problèmes quasi-insolubles.

« L'avenir des nations européennes se dessine autour de deux lignes de force, l'une centripète, l'autre centrifuge : le sentiment européen et le sentiment national. L'intelligence commande de refuser un choix aussi sommaire, une solution heureuse comportant nécessairement la survivance du fait national, prenant sa signification totale à l'intérieur du fait européen.

« Malheureusement, l'arithmétique des intérêts particuliers qui commandent la vie politique de chaque nation, interdit que se fasse jour, dans la conscience nationale, le sens de l'intérêt général.

« Si l'on ne veut pas que la notion même d'Europe soit balayée par la puissance des réactions nationales chauvinistes, il faut mettre l'accent sur le caractère unitaire de notre action ; nous n'avons pas le droit d'exciter le patriotisme passionnel des foules européennes.

« Ne nous y trompons pas, la passion nationale est partout, désintéressée ou non, en Allemagne et en Italie, en France et en Angleterre. Elle existe chez nos amis d'Italie et d'Allemagne, nourrie des rancœurs de l'après-guerre, soutenue par une légitime mais vaine rancune. Il n'y a pour nos camarades allemands, italiens et espagnols qu'une seule solution possible : l'Europe, elle seule peut leur permettre de sauver leurs valeurs nationales traditionnelles. L'Europe ne peut être un masque dont on use pour duper son voisin ; en l'abusant on se trompe soi-même.

« Passions et intérêts, voilà les deux ennemis innés de l'idée européenne.

« Engager des conversations bilatérales ou multilatérales conduirait, qu'on le veuille ou non, à souligner les intérêts contradictoires en présence. Les rencontres de Venise, de Rome, de Florence, de Salzburg, de Berlin et de Bordighera ne valent pas toutes ensemble l'existence d'un bon Cabinet de Guerre, commun à l'Allemagne et à l'Italie.

« Ce qu'il faut à l'Europe, c'est un pouvoir législatif et exécutif, distinct ou non, bi, tri, ou pantacéphale, peu importe ; ce qui compte c'est la réalité de ce pouvoir.

« Je n'ai aucune sympathie pour la démocratie universelle, ses mythes, ses pompes et ses œuvres, mais j'applaudis des deux mains à l'institution de la C.E.D. et de la C.E.C.A.

« Je ne crois guère à l'efficacité de cette dernière, il est même possible que ses mobiles secrets soient douteux. La structure de la première me laisse sceptique sur son fonctionnement, néanmoins, je me réjouis, car pour la première fois le principe d'une autorité supra-nationale a été admis.

« Il faut, avant toute chose, créer le sentiment de l'irréparable, que les peuples d'Europe entendent derrière eux le claquement d'une porte dont ils ne possèderaient plus la clé.

« Unité Militaire, Unité Monétaire, Marché Unique des grandes matières premières, voilà sans doute les objectifs qu'il nous faut atteindre.

« Je me suis efforcé de satisfaire à une double exigence de concision et de précision, j'espère ainsi avoir pu exprimer ma pensée, sans trop la trahir.

« Je pense, cher Monsieur, que vous trouverez à me lire quelque intérêt, sinon ces lignes vous auront, au moins, montré que votre tentative a suscité quelques échos.

« Je serais heureux que vos efforts en vue de promouvoir un mouvement populaire européen, tiennent compte de la diversité des tendances qui peuvent se manifester au sein du mouvement. L'expérience passée nous a montré qu'à trop vouloir dogmatiser, l'on s'enfermait dans des formules stériles qui interdisaient une évolution normale de la pensée révolutionnaire. C'était là une des maladies infantiles de la Révolution du vingtième siècle ; nous pouvons espérer qu'elle est, aujourd'hui, révolue.

« Je vous prie d'agréer, cher monsieur, l'assurance de mes sentiments fraternels. »

Serge VINCENT-VIDAL.

Documents

Les crimes de guerre des alliés

Le R.-P. Reichenberger, dont nous avons déjà fait connaître le nom aux lecteurs de *Défense de l'Occident*, est l'auteur d'une série de recueils de documents très impressionnants sur les événements de l'année 1945. Son premier livre *Ost-Deutsche Passion* fut consacré à l'expulsion forcée de neuf millions d'Allemands d'Europe Centrale pendant l'année 1945 et aux drames qu'accompagnaient cet effroyable exode. Son deuxième livre : *Europa in Trummern* était un recueil de documents réunis par les services annexes de la Croix-Rouge et par les églises protestantes sur les atrocités de l'année 1945. Son dernier livre, *Allicite Kriegsverbrechen*, dont nous parlons ici, est consacré aux dépositions notées dans le camp de Darmstadt en 1946.

Le R.-P. Reichenberger, après la publication de ses deux premiers livres, a été fait Docteur honoris causa de l'Université de Graz.

***

En 1946, alors que, jour après jour, les radios et les journaux du monde entier hurlaient à mort contre les crimes de guerre allemands, pendant que les journaux allemands n'étaient que les porte-parole de la propagande de l'occupant, un certain nombre de juristes indépendants de Darmstad, (qui contenait 24.000 prisonniers) décidèrent d'interroger un grand nombre de détenus sur ce qu'ils avaient vu ou subi dans les camps alliés ou lors des premiers temps de l'occupation.

Le résultat de ces témoignages fut une énorme masse de documents, masse effrayante si l'on considère qu'il ne s'agissait que des dépositions de quelques milliers de personnes...

Nous voyons encore une fois dans ces témoignages les accusations habituelles de barbarie contre les troupes soviétiques, qui se signalèrent dès le début de la guerre par une sauvage bestialité : ce ne sont que mutilations, yeux crevés, parties sexuelles arrachées, viols et assassinats...

Mais, si l'on peut à la rigueur comprendre la conduite de guerre des Russes, se battant dans leur propres pays, et excités par une atroce propagande de haine, il n'en est pas de même pour les troupes américaines...

Ces dernières n'ont aucune excuse d'avoir foulé aux pieds les lois de la guerre. Aucun Américain n'a souffert des bombardements ou de l'occupation allemande. Alors, comment expliquer (tous ces témoignages déposés sous la foi du serment) le prouvent, ces assassinats en masse de prisonniers de guerre sans défense, ces viols de femmes qui mettent sur le même plan le soudard mongol et le G.I., ces camps d'internement où l'on meurt de faim, et où l'on dispense aux internés les insultes, les coups et les vexations... ?

Nous retrouvons chez les Français et les Anglais, sur une échelle un peu moindre, les mêmes mauvais traitements aux prisonniers, les mêmes viols, les mêmes assassinats. En Yougoslavie, en France, en Italie, nous retrouvons les mêmes crimes crapuleux commis au nom des mêmes principes.

La justice oblige à reconnaître qu'il y eut aussi des soldats et des officiers loyaux dans les armées soviétiques et nord-américaines, qui gardèrent les mains nettes, et assistèrent avec réprobation aux crimes de guerre de leurs camarades.

Il est cependant regrettable que ces officiers et ces soldats n'aient pas été en nombre suffisant pour empêcher ces crimes, car il n'y aurait pas alors à déplorer un aussi grand nombre d'accusations dans un seul camp d'internement...

Nous donnerons dans notre prochain numéro des extraits du livre du R.P. Reichenberger que le manque de place ne nous a pas permis d'insérer dans le présent numéro.

La Hollande contre la liberté
Condamnation de Paul Van Tienen

Le tribunal d'Amsterdam a rendu son jugement dans le procès intenté à Paul Van Tienen. Les prétentions du ministère public qui demandait un an de prison, dont deux mois de prison ferme, ont été écartées, mais le président du Nationaal-Europese Sociale Beweging *et son coaccusé Wolthuis ont été condamnés à deux mois de prison couverts par la prévention. Ils ont fait appel l'un et l'autre contre ce jugement.*

Nous nous joignons à l'émotion de nos camarades hollandais qui protestent

contre ce verdict dans le communiqué que nous citons ci-dessous, et nous exprimons avec eux notre indignation et notre inquiétude contre une mesure d'oppression politique, qui atteint non seulement Paul Van Tienen et ses camarades, mais tous ceux qui expriment des opinions indépendantes et qui refusent de se soumettre à un conformisme et à des méthodes dont nous connaissons les résultats.

Ces persécutions politiques ne peuvent que faire le jeu du communisme et de ses alliés en divisant les partisans de la communauté européenne et en rejetant la classe ouvrière vers les solutions communistes qui leur apparaissent désormais comme le seul recours contre les injustices du capitalisme. Une telle politique n'est ni adroite ni honnête.

« Ce jour du verdict du tribunal d'Amsterdam, concernant le procès contre Paul van Tienen et Maître Jan Aksel Wolthuis, respectivement responsable général, et responsable pour les Pays-Bas, du Mouvement Social National Européen, la section néerlandaise de ce Mouvement s'est réunie en session plénière extraordinaire.

C'est avec indignation qu'elle a pris connaissance du jugement du tribunal condamnant les accusés à deux mois de prison, déduction faite de la détention préventive. Le Mouvement Social considère ce verdict comme une attaque des libertés civiles de tous les Néerlandais, telles qu'elles sont énoncées dans la Constitution et la Charte des Nations-Unies, acceptées par le gouvernement des Pays-Bas. Il estime que cette atteinte à la liberté d'opinion constitue un précédent des plus graves, et souligne fortement les dangers qu'elle comporte pour chaque citoyen Néerlandais.

A ce communiqué, une circulaire du 31 octobre 1953 ajoutait les précisions suivantes :

« Par la présente communication, j'ai l'honneur de vous informer que MM. Paul van Tienen et Me Jan Aksel Wolthuis ont été mis en liberté provisoire jeudi 29 courant, vers la fin de l'après-midi. Il est peut-être utile de vous rappeler qu'ils avaient été condamnés le 14 de ce mois à une peine de deux mois de prison par le Tribunal d'Amsterdam. Ceci sous l'inculpation d'avoir fondé un Mouvement à tendance national-socialiste.

Le Mouvement en question, le « Nationaal-Europese Sociale Beweging », représentait le Mouvement Social Européen aux Pays-Bas et en Flandre. Le Procureur de S.M. la Reine, ainsi que les deux accusés ont entretemps signifié un recours en appel. Paul van Tienen et Me Wolthuis se sont engagés à s'abstenir de toute activité politique pendant le temps de leur liberté provisoire, afin de ne pas troubler l'atmosphère du procès et ne pas nuire aux intérêts du Mouvement Social Européen. Les forces nationales aux Pays-Bas envisagent l'issue de ce procès — dont la phase suivante se situera vers la fin de novembre — avec la plus grande confiance. Non seulement parce que les éléments juridiques justifient tout espoir, mais également par conviction que MM. les Juges ne voudront point s'opposer aux libertés démocratiques de l'individu. »

Nous continuerons à apporter notre appui à nos camarades hollandais. Ils soulignent avec raison que ce procès pose une question de principe grave : la communauté européenne qu'on nous propose sera-t-elle ouverte seulement à certaines camarillas politiques ? Si cet escamotage de l'idée européenne est la grande pensée des gouvernements actuels, il ne faut pas s'étonner que l'opinion populaire réagisse si mollement devant l'avenir qu'on lui propose. Si l'on veut faire de l'idée européenne une idée vivante et une idée populaire, n'est-il pas juste que tout le monde puisse y faire entendre sa voix ?

DES LIVRES A PRIX EXCEPTIONNELS
pour les Lecteurs de *Défense de l'Occident*

● *Les grands procès historiques :*

Le Procès Robert Brasillach. 300
Le Procès Pucheu 180
Le Procès Xavier Vallat .. 240
Le Procès Charles Maurras. 300
Le Procès du Maréchal Pé-
Les Procès de la Collaboration (F. de Brinon, J. Darnand, J. Luchaire) 670
Les Procès de la Radio
tain (2 vol.) ....
(Ferdonnet, J. Hérold-Paquis) 240
Le Procès Benoist-Méchin.. 640
Le Procès Kravchenko (2 vol.). 1.240
J. ROUSSELET : *Les Souverains devant la justice*.. 260
BARADUC ET JOSE LAVAL : *Tout ce qu'on vous a caché* (sur le procès Laval) 225

● *Les événements contemporains :*

CLAUDE JAMET : *Fifi-Roi* (sur la Libération) 195
CLAUDE JAMET : *Images mêlées* (sur l'occupation). 195
ETIENNE GUIDETTI : *Chronique des saisons impures* (pamphlet contre la IV[e]) 165
CHANOINE DESGRANGES : *Les crimes masqués du Résistantialisme* 195
ROMAIN MOTIER : *Traité de la Délation* 195
JURGEN THORWALD : *Wlassow contre Staline* .. 625
JURGEN THORWALD : *Les Morts mystérieuses du III[e] Reich* 700
FABRE-LUCE : *La Fumée d'un cigare* (réponse aux Mémoires de Churchill) .. 225

● *Connaissance du Monde :*

A la découverte de l'Allemagne. Guide du Touriste lettré. Beau vol. cartonné, illustr. 1.215
ROBERT RUMILLY : *Histoire du Canada*, 590 p. .. 500

● *Histoire :*

Dr CABANES : *Dans les coulisses de l'Histoire*, 4 vol., 293 ill. 1.360
Dr CABANES : *Les Fous couronnés* 370
F. LAURENT : *Jean-Sylvain Bailly, premier maire de Paris.* Très beau vol. in-4, 460 pages, 40 ill. (valeur : 1.200 fr.). 550
F. DE NAVENNE : *Rome, Le Palais Farnèse et les Farnèse* 700
ED. PILON : *Les Fêtes en Europe au XVIII[e] siècle.* Beau vol. illustré de très nombreuses gravures en noir et en coul. 570
P. PRADEL : *L'Art au Siècle de Louis XIV*, avec 112 planches hélio, sous élégant cartonnage 1.100

Ces prix s'entendent franco de port et d'emballage.

Vous trouverez ces ouvrages au magasin de LA LIBRAIRIE FRANÇAISE, 67, rue Condorcet, Paris (9[e]).

Pour recevoir chez soi les volumes ci-dessus, veuillez adresser votre commande, accompagnée du montant (manda , chèque sur Paris ou C.C.P. Mme Coston, Paris 8110-10), à Mme COSTON, gérante, 8, bld Ornano, Paris-18[e].

Vous pouvez vous adresser, en toute confiance, à LA LIBRAIRIE FRANÇAISE, pour tous les livres que vous désirez. (Recommandez-vous de « Défense de l'Occident »). Expéditions en tous pays.

SOMMAIRE

DEFENSE DE L'OCCIDENT

28, rue Serpente — PARIS (VIe)

ABONNEMENTS

1 an : 1.000 francs ; 6 mois : 600 francs ; 3 mois : 300 francs.
Etranger : 1 an, 1.200 fr. ; 6 mois : 700 fr. ; 3 mois : 400 fr.

Abonnement de soutien : 1 an : 3.000 francs.

Adresser tous paiements à : « LES SEPT COULEURS » 35, rue Cortambert - Paris (XVIe)) — C.C.P. 218-219, Paris.

Le Gérant : Maurice BARDECHE.
Société d'Exploitation de l'Imprimerie DAVY,
53, rue de la Procession, Paris (15e).

